lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 73 - SEMAINE DU 20 au 26 JANVIER - PRIX : 2 F.

LA FRANCE AUSSI A DU SANG BIAFRAIS SUR LES MAINS !

voir nos articles pages 3 et 8

courrier des lecteurs

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir m'abonner un an à Lutte Ouvrière. Ci-joint un chèque de 50 F.

De plus, j'ai l'occasion de vous signaler un cas difficile, qui me semble, peut faire objet d'un article dans votre journal.

Dans un foyer de travailleurs sénégalais à Rouen, le directeur vient d'exclure un de ses compatriotes (au mois d'octobre) sans motif valable profitant qu'il était à l'hôpital. Aujourd'hui, ce travailleur sort de l'hôpital et se trouve à la rue sans autre possibilité que de se payer l'hôtel...

On essaie d'intervenir auprès de ce directeur fantoche qui se réfugie derrière un soi-disant réglement intérieur. Mais aucun locataire n'en a jamais eu connaissance, et on cherche en vain l'existence de ce réglement intérieur dont on n'a jamais vu la trace.

Le travailleur évincé sans raison était locataire du foyer depuis huit ans et payait régulièrement.

Existe-t-il des subventions pour ce genre de foyer ?

Le fond social n'en prend-il pas la charge ?

Est-ce que la justice française permet d'évincer quelqu'un de son logement en plein hiver ? (la loi prévoit, paraît-il, qu'entre octobre et mars on ne peut chasser quelqu'un de sa maison, même s'il ne paie pas, ce qui n'est pas le cas).

Le principal artisan de cette décision est un européen qui se rend prochainement à Dakar. Espère-t-il améliorer encore ses moyens d'exploitation des travailleurs sénégalais ?

Je suis à votre entière disposition pour plus amples renseignements.

F. R. Rouen.

Au moment où la mort de cinq ouvriers africains dans un foyer d'Aubervilliers attire l'attention de l'opinion publique sur les conditions révoltantes dans lesquelles sont logés, ou plutôt parqués les travailleurs immigrés, il importe de rendre public tout exemple de ce qui est le lot quotidien des habitants de ces foyers. Aussi, nous te remercions des informations contenues dans ta lettre.

Quant aux questions que tu nous poses, il nous est impossible d'y répondre sans avoir des précisions sur le foyer dont tu parles. Est-il privé, dépend-il d'une entreprise ou d'une association, etc. ? Ces renseignements sont nécessaires pour savoir si ce foyer est subventionné ou si le Fonds social participe à sa prise en charge. (Ce dernier point est d'ailleurs peu vraisemblable.)

Il en va de même pour la question de l'expulsion. En tout état de cause, la loi interdisant les expulsions en période d'hiver n'intervient pas dans le cas que tu cites. En effet, seule la période comprise entre le 1er décembre et le 15 mars est considérée de ce point de vue.

De toute façon, nous prendrons directement contact avec toi pour discuter de vive voix de ce cas précis.

CAMARADES,

C'est avec satisfaction que j'ai découvert en début d'automne votre hebdomadaire. Je vous félicite tout particulièrement pour vos articles de politique étrangère et vos rappels historiques bien documentés et illustrés. Etant passionné de l'histoire des mouvements prolétariens de toutes nations et de leurs aboutissements, je les apprécie particulièrement. Je trouve également bienvenue votre initiative de publier un aperçu de la presse d'extrême-gauche internationale : vous serait-il possible de publier des extraits de la presse « gauchiste » arabe et ouest-allemande ? Peut-on également espérer des articles sur des aspects peu connus du mouvement prolétarien insurrectionnel, en particulier la Commune de Cronstadt (1921) et le mouvement du P.O.U.M. en Espagne républicaine ?.

Si je sympathise avec les mouvements dits « gauchistes », c'est que j'ai été écœuré depuis mai par l'attitude mesquine et rétrograde et la momification des partis de la gauche traditionnelle, bureaucratique et parlementaire, qui continuent aveuglément leurs jeux stériles face au péril croissant du fascisme. Je ne perds pas cependant l'espoir de voir arriver « le jour de clarté où toutes les chaînes brisées tomberont pour l'éternité » (Graeme Allwright).

J'espère que vous excuserez mon enthousiasme peut-être trop excessif et trop « lyrique ».

Salutations communistes.

J.P. - V.

Angers, le 3 janvier 1969

Nous ne pouvons évidemment publier des extraits que de publications que nous recevons ou que nous pouvons nous procurer. Or, ce n'est malheureusement pas le cas pour la presse « gauchiste » arabe ou allemande. Dès que cette lacune sera comblée, nous nous ferons un plaisir de publier les extraits que tu demandes.

Quant aux articles consacrés à l'histoire du mouvement ouvrier, nous n'avons que l'embarras du choix. Aussi nous choisissons, dans un premier temps, les faits et les expériences les plus marquants. Il est, dans ces conditions, difficile de te préciser quand nous pourrons traiter les sujets que tu proposes.

Même si sa longueur ne nous permet pas de publier intégralement cette lettre d'un camarade du P.C. réunnionais, nous pensons que les extraits ne manquent pas d'intérêt sur les mœurs électoraux qui règnent dans une des dernières possessions du colonialisme français.

Chers Camarades,

Merci ! Pourquoi ? Tout simplement parce que dans votre numéro 71, j'ai eu l'agréable surprise de lire un article sur mon pays, c'est-à-dire un article sur la fraude électorale à La Réunion, « fief du ministre de la Défense nationale » depuis quelques années. Si je vous dis merci, en commençant cette lettre, c'est parce qu'à l'ordinaire, rares sont les articles sur cette colonie française, rares sont les articles dénonçant ce qui se passe dans ce « département au même titre que n'importe quel département de la « métropole » (M. Debré). Je me permets de préciser que si les départements français ressemblaient aux D.O.M., ce serait du moins assez alarmant pour ce pays, qui, je puis vous l'affirmer, ne se déclarerait pas : « Pays développé »...

Pour décrire la situation de La Réunion, il faudrait certes consacrer plusieurs articles, mais aujourd'hui, je voudrais vous préciser quelques points et surtout quelques chiffres à propos des dernières élections à Saint-André.

Il n'est pas nécessaire de vous rappeler comment se sont déroulées les élections depuis douze ans, où la fraude a fait véritablement son apparition et où elle a joué un rôle très important pour les gaullistes qui ont eu peur de la rapide prise de conscience du peuple réunionnais et de la « trop grande » influence du Parti communiste réunionnais, seul parti de l'opposition, réclamant l'autonomie de La Réunion, à partir du congrès de 1959, avec un contenu révolutionnaire, avec pour but la libération de La Réunion et l'engagement vers le socialisme.

Mais aux dernières élections, un changement dans les mœurs électorales s'est effectué. Les résultats le prouvent notamment, mais bien entendu la fraude persiste.

Un Comité « anti-fraude » a été fondé avant les élections du 14 décembre composé par les « gens honnêtes » de notre pays de toutes tendances, voulant mettre fin à ces interminables mascarades et aussi voulant prouver qu'il y a eu depuis douze ans la fraude et que nos élus actuels sont issus de cette fraude et patronés par le gouvernement français ayant à sa tête le même Michel Debré.

Les résultats sont là :

1) Scrutins avec bourrage (St-André).

Municipales (10-12-67) : 11.212 inscrits, 6.835 votants, 35 nuls, 6.800 exprimés, 1.471 communistes, 4.425 UNR (Dubard).

Cantonales (10-12-67) : 7.332 inscrits, 4.781 votants, 34 nuls, 4.747 exprimés, 972 communistes, 3.303 UNR (Debré).

Législatives (23-6-68) : 11.898 inscrits, 8.713 votants, 54 nuls, 8.659 exprimés, 709 communistes, 7582 UNR (Debré).

Référendum (27-4-1969) : 12.130 inscrits, 7.799 votants, 19 nuls, 7.780 exprimés, 517 communistes (Non), 7.263 (Oui).

Présidentielles (1er juin 1969) : 12.098 inscrits, 7.225 votants, 42 nuls, 7.183 exprimés, 111 Duclos, 6.609 Pompidou.

Il est utile de préciser que pour le référendum et les présidentielles, le P.C.R. avait décidé de boycotter les futures mascarades. A la Réunion, on ne s'est pas trompé sur les voix accordées à Duclos et ainsi qu'aux Non. Il était utile de préciser cela, ce boycott du P.C.R.; de toutes les façons cette décision avait été prise au début avril.

Cette précision pour vous dire que nous ne sommes pas l'« ombre du P.C.F. » comme on a trop souvent tendance à le dire. C'est en 1959 que la section du P.C. réunionnais est devenue « indépendante » et est devenue « P.C.R.».

De toutes façons, pour plus de confirmation, il suffira de regarder la dernière conférence mondiale des P.C. à Moscou et de voir les positions du camarade Paul Vergès et du P.C.R. et les sérieuses restrictions faites aux documents présentés.

En déclarant que la jeunesse réunionnaise avait pour héros « Che Guevara » et « Van Nguyen Giap », Paul Vergès avait soulevé quelques « protestations » de certains P.C. du genre orthodoxe.

Après vous avoir donné les résultats des avant-dernières élections pratiquées avec tout le système UNR en place, je vous livre les chiffres des dernières élections, toujours à Saint-André.

Municipales (14-12-69) : 11.760 inscrits 3.089 votants, 56 nuls, 3.033 exprimés, 1.233 communistes, 1.568 U.N.R.

Cantonales (14-12-69) : 7.741 inscrits, 1.944 votants, 39 nuls, 786 communistes, 941 U.N.R.

Municipales (21-12-69) : 11.700 inscrits, 4.468 exprimés, Paul Vergès 2.039; U.N.R. (Nativel) : 2.329.

Cantonales (21-12-69) : 7.693 inscrits, 2.249 votants, 25 nuls, 2.724 exprimés, Vergès : 1.278 ; Virapouli : 1.446.

La comparaison des chiffres avec bourrage et sans bourrage prouve tout simplement « la fraude qui a élu notamment celui qui a fait de la Réunion son fief. Mais pour qui ? Certes pas pour les Réunionnais. Alors qui ? Mais ces dernières élections n'ont pas été « propres » comme il aurait fallu. De toutes les façons, ce n'est pas en un jour qu'on remet en cause douze ans de fraude pratiquée par ces Messieurs de l'U.N.R.

Les enseignements des dernières élections :

1) « Ne pas oublier que 60 % de la population a moins de 20 ans. Cette majorité de la population ne participe pas au scrutin, mais elle est de plus en plus politisée. Elle suit ce qu'elle veut et veut lutter pour se libérer... » (Témoignage).

Afin de terminer cette lettre, je voudrais conclure en citant un article de la Gazette de la Réunion, journal d'extrême-droite qui, avant les élections souhaitait une élimination de Paul Vergès « avant que celui-ci mette à feu et à sang notre pays, etc... » et bien, il est surprenant de voir les conclusions de ce journal à propos des élections : « On peut légitimement penser — et nous le pensons — que Vergès aurait été élu, si le vote avait été entièrement honnête ».

Un autre fait assez significatif : un interview du préfet à l'ORTF le vendredi 19 et le samedi 20, qui constituent une intervention ouverte dans la campagne électorale...

Mais ces derniers résultats ne doivent pas nous faire oublier qu'un pays ne se libère pas par des bulletins de vote. Il faudra attendre les prochaines élections pour savoir que va décider le pouvoir colonialiste devant cette volonté populaire d'élections libres, propres, honnêtes, afin de pouvoir s'exprimer sur leur liberté, sur leur avenir. C'est le gouvernement qui nous ouvrira la voie violente ou la voie non-violente.

J'ai sans doute été trop long... mais nous avons besoin que les démocrates français sachent ce qui se passe dans cette colonie au nom de « Département d'Outre-Mer ».

Salutations d'un Réunionnais de passage en France.

A.-M. Bordeaux.

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi

Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

BIAFRA : L'impérialisme français est aussi responsable

LA fin de la sécession biafraise, après la victoire des armées nigériannes, a dévoilé dans toute son étendue l'épouvantable bilan de 30 mois de guerre. Deux millions d'êtres humains, si ce n'est davantage, ont péri, tués dans les combats et surtout morts de faim. Et il est malheureusement plus que probable que beaucoup d'autres périront dans les prochains jours, même si l'armée nigérianne se comporte avec clémence, et même si les grandes puissances envoient rapidement des vivres et des médicaments, c'est-à-dire dans le meilleur des cas.

Mais il n'y a pas que les morts. Les années de famine marqueront à jamais par de nombreuses carences la jeune génération des survivants. L'économie dans les territoires où l'on s'est battu est complètement saccagée. Et du côté des vainqueurs nigérians, la situation est également catastrophique. Là aussi le bilan en vies humaines est lourd. Et les maigres ressources d'un pays pauvre et sous-développé comme le Nigéria, même s'il est l'un des plus riches d'Afrique, ont été saignées à blanc par la guerre.

En fin de compte, vainqueurs et vaincus, Nigérians et Biafrais, les deux camps ont été perdants dans cette guerre. Et le nouveau Nigéria « uni » qui en sort risque fort d'être, par sa faiblesse, plus que jamais sous la dépendance des grandes puissances impérialistes. Quant à l'unité retrouvée, rien ne permet d'affirmer qu'elle sera durable. Demain peut-être des guérillas biafraises apparaîtront là où on s'est déjà tant battu.

Enfin l'armée nigérianne qui est paraît-il devenue, au cours du conflit, la plus puissante d'Afrique noire, va continuer pour longtemps de dominer le pays. En battant les Biafrais, les Nigérians ont aussi, à tous points de vue, forgé leurs propres chaînes.

Mais l'on ne sait si on doit être plus écœuré par la pourriture du charnier biafrais, ou par l'autre pourriture, celle qui se dégage de l'attitude des grandes puissances impliquées dans cette affaire.

Et il ne s'agit pas seulement de l'hypocrisie des gouvernements qui prétendent aujourd'hui, après avoir laissé les massacres s'accomplir, qu'il faut venir en aide aux malheureuses victimes.

Il s'agit avant tout de la responsabilité directe de ces grandes puissances qui ont préparé, encouragé, ou tenté de profiter du conflit.

LA SECESSION BIAFRAISE :

FRUIT DE LA COLONISATION BRITANNIQUE...

La recette « diviser pour régner » inspire depuis bien longtemps la diplomatie anglaise. Lorsque les colonialistes britanniques ont évacué l'empire des Indes, le pays a été secoué par une guerre civile atroce qui a aboutit au partage entre l'Inde et le Pakistan. Lorsque l'Angleterre a quitté Chypre, les combats faisaient rage entre les Chypriotes grecs et ceux d'origine turque. Lorsque cessa l'occupation britannique de Palestine, la guerre éclata entre Juifs et Arabes, ce qui entraîna la partition du pays.

Enfin, quelques années après que le Royaume Uni ait accordé l'indépendance au Nigéria, la tentative de sécession du Biafra éclatait.

Ces faits ne sont pas de simples coïncidences, ils sont la conséquence logique de l'attitude de l'impérialisme britannique dans ses colonies. Bien sûr, les colonisateurs n'ont pas inventé de toutes pièces certains conflits et certaines haines entre divers peuples d'une même colonie. Mais la politique systématique de la Grande-Bretagne a été d'aviver ces haines, de diviser les peuples pour mieux régner. A cette fin, la tactique était de favoriser une population constituant une forte minorité, par exemple les musulmans de l'empire des Indes, les Juifs en Palestine, ou les Ibos en Nigéria. De cette façon, l'impérialisme parvenait à trouver des alliés parmi ces minorités relativement privilégiées. Autant d'économisé pour la Grande-Bretagne qui trouvait sur place une police, des administrateurs, et parfois même une armée indigènes. Et surtout, la majorité la plus opprimée détournait bien souvent sa lutte contre ceux qui faisaient figure de collaborateurs de l'impérialisme plutôt que contre les colonisateurs eux-mêmes.

Ainsi, bien que l'indépendance accordée, le Nigéria fut un des rares Etats de l'Afrique ayant un certain poids économique et politique du fait du nombre de ses habitants (56 millions, le plus élevé sur le continent) et de l'étendue de son territoire, ce fut, comme les autres, un pays miné par des antagonismes d'ethnies. La politique anglaise de diviser pour régner portait ses fruits empoisonnés. En 1966, les règlements de comptes auxquels se sont livrés les populations du nord contre les fonctionnaires et commerçants ibos, établis dans leur région, avaient fait des milliers de victimes.

...ET DE LA POLITIQUE FRANÇAISE.

Les oppositions d'éthnies ne suffisent cependant pas à expliquer la sécession, ni la longue guerre meurtrière qui l'avait suivi.

Ni l'une ni l'autre n'eurent été possibles sans les visées de l'impérialisme français dans la région orientale habitée par les Ibos, la plus riche du Nigéria, celle qui assure en particulier deux tiers de la production pétrolière du pays.

Le « droit de la nation biafraise à disposer d'elle-même » était le cadet des soucis des groupes pétroliers et du gouvernement français.

Mais les sentiments de crainte déclenchés dans la population ibo par les règlements de comptes per-

pétrés contre leurs semblables habitants dans le nord, constituait pour l'impérialisme français un excellent point d'appui pour disputer à l'impérialisme anglais, la mainmise sur les richesses de la région orientale.

Il eut été certainement préférable et sans doute possible de résoudre le problème ibo dans le cadre d'un Nigéria fédéral, assurant une large autonomie aux éthnies minoritaires, mais maintenant l'unité du pays. Mais la sécession et la création d'un Etat biafrais indépendant englobant les régions pétrolifaires et dirigé par des hommes à sa dévotion était pour l'impérialisme français le meilleur moyen d'évincer ses concurrents anglais qui, eux, contrôlaient le gouvernement fédéral.

Il est difficile de savoir si Ojukwu était dès le début un mercenaire au service des intérêts français ou s'il l'est devenu une fois convaincu de l'impossibilité de garantir l'indépendance du Biafra face aux fédéraux soutenus par les Anglais. Ce qui est certain, c'est que les rivalités inter-impérialistes ont transformé l'antagonisme d'éthnies en une guerre longue, sanglante et meurtrière, où le peuple ibo n'avait rien à gagner et n'a rien gagné.

Ce qui est certain encore, c'est que le gouvernement français a beau, aujourd'hui, verser des larmes de crocodile, s'apitoyer sur le sort des Biafrais, il a assumé une responsabilité écrasante dans le déclenchement et la poursuite de la guerre.

Malgré ses déclarations « humanitaires », il a, lui aussi, du sang biafrais sur les mains.

Lire en page 8 à propos du Biafra : **QUELLE UNITE NATIONALE ?**

Sommaire

DANS LE MONDE

● **Biafra**

Page 3
— L'Impérialisme français est aussi responsable.

Page 8
— Quelle unité nationale ?

● **Allemagne 1919**

Pages 5, 6 et 7
— De la faillite de la social-démocratie... à l'écrasement de la révolution allemande.

Page 7
— La semaine sanglante.

● **Belgique**

Page 8
— Grève sauvage dans les mines du Limbourg.
— Les syndicats en Belgique.

● **Espagne**

Page 9
— Quand Brejnev flirte avec Franco.
— L'évasion des dix membres de l'E.T.A.

● **Tchécoslovaquie**

Page 9
— Husak accentue la répression.

EN FRANCE

● **Transports parisiens**

Page 11
— Une campagne de protestation Lutte Ouvrière - P.S.U.
— 100.000 retardataires à la gare du Nord.

Pages 12 et 13
— Cinquante ans d'incurie dans les transports parisiens.

● **Police et Justice**

Pages 10 et 23
— Le procès Guérini.

Page 11
— La police et la liberté de la presse.

Pages 22 et 23
— Mieux vaut en sourire... un peu.

● **Dans les entreprises**

Page 10
— L'ambassadeur d'Union Sud Africaine en visite à la C.E.M.

Page 15
— Carbone-Lorraine : l'intéressement du patron au salaire de ses ouvriers.
— Peugeot : quand les O.S. deviennent les créanciers du patron.

Page 18
— Polymécanique : le patron battu aux Prud'hommes.

Page 17
— On gèle sur le port de Marseille.
— Accident à la S.N.C.F.
— Et à la Bourgogne-Electronique.

● **Vers leur nouvelle société**

Page 14
— On empoisonne les rivières.
— L'Avenir ? Bactéries... et policiers.

Page 15
— Les Smigards deviennent les Smicards.

Page 10
— Les foyers de jeunes travailleurs à Montbéliard.

Page 16
— Le chômage dans le Finistère.
— Les joies de la capitale pour un postier breton.

Page 17
— Les travailleurs immigrés chez Berliet.

Page 18
— La diminution du temps de travail.

Page 24
— Dans les courées du Nord.
— Moins de H.L.M. à Rouen.

DIVERS

Page 4

● **Revue de la presse d'extrême-gauche**

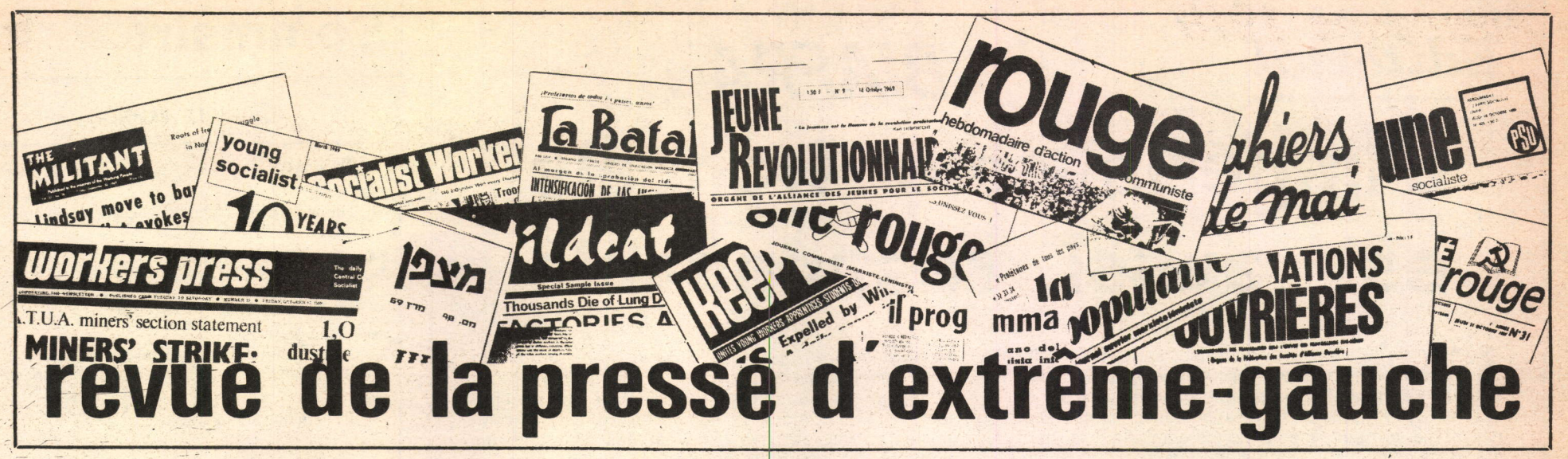
Pages 19, 20 et 21

● **Feuilleton**

— « Les bouts de bois de Dieu ».

● **Critiques**

Page 21
— Cinéma : Willie Boy.
— Télé : La famille royale d'Angleterre.



revue de la presse d'extrême-gauche

FRANCE

L'HUMANITÉ rouge

Jeudi 8 janvier 1970

Un des rédacteurs de ce journal publie une étude sur « La Question Nationale en France » qui, précise H.R., doit servir de base de discussion sur le problème sans pour autant représenter la position définitive du Comité de Rédaction. En voici quelques extraits :

« ...En France, en Espagne, en Grande-Bretagne, le mouvement national des peuples minoritaires affaiblit le pouvoir des monopoles. Ses ennemis sont les mêmes que ceux du prolétariat.

Les révisionnistes et les sociaux-démocrates s'emploient à susciter à l'égard de ce mouvement, une réaction chauvine de la part du peuple travailleur français. Hier, ils insultaient les patriotes algériens, les traitant d'agents des nazis. Aujourd'hui, le P.C.F. insulte les militants bretons les assimilant calomnieusement aux « autonomistes » pro-hitlériens de 1940. C'est la même ligne du pouvoir des monopoles. Roulant sans cesse plus bas dans la trahison, les révisionnistes français ont été jusqu'à refuser de s'associer au Front de lutte du Pays Basque contre la répression franquiste. Quant à leurs complices du P.C.E. (de Carillo-Ibarruri) ils prenaient sur la question nationale en Espagne une attitude de défense inconditionnelle de l'Etat centralisateur castillan. De tels éléments, il n'y a rien d'autre à attendre.

Nous, marxistes-léninistes, soutenons résolument les révolutionnaires bretons lorsqu'ils indiquent (« Bretagne Révolutionnaire », n° 40) qu'« en Bretagne, les luttes de masse ne peuvent être que de libération nationale, partie intégrante des luttes de classe qui se déroulent à l'échelle mondiale », et qu'ils rejettent « le nationalisme » ayant pour but de créer un état breton sans changer les caractères politique, économiques et sociaux capitalistes ».

Nous soutenons de même tout mouvement national s'inspirant de tels principes. Il n'appartient à personne de prophétiser quels seront les nouveaux rapports qui s'établiront entre peuples, après la victoire du socialisme en France.

UNIR DÉBAT POUR LE SOCIALISME

Nouvelle série - N° 37 - 10 JANVIER 1970 MENSUEL : 2 F

POUR LE REDRESSEMENT DEMOCRATIQUE ET REVOLUTIONNAIRE DU P.C.F.

N° 36 - DECEMBRE 1969

Ce journal est animé par des oppositionnels, membres ou anciens membres du P.C.F., qui s'assignent pour but le redressement du parti.

Outre des articles sur le Congrès de la C.G.T. et la préparation du XIX° Congrès du P.C.F., on y trouve une déclaration de militants du P.C. grec dont Manolis Glezos, condamnant l'intervention de l'Union soviétique en Tchécoslovaquie. A propos de la nécessaire création du parti révolutionnaire on peut lire sous la plume de Pierre Teruel :

Le parti révolutionnaire devra refléter à la classe ouvrière sa capacité de devenir classe dirigeante. Il devra offrir dans sa structure, son personnel, son organisation interne, non pas comme aujourd'hui l'image de la royauté capétienne du Kremlin, mais une préfiguration de l'Etat socialiste.

Il n'est d'autres moyens de couper à la racine la nature toujours autoritaire d'un pouvoir central, il n'est d'autres remèdes contre la déformation étatiste de l'idéologie née de la centralisation économique et politique du Pouvoir, il n'est d'autre moyen de combattre la bureaucratisation des appareils, que le libre débat interne et la démocratie directe : tous les pouvoirs, tout LE Pouvoir à la base !

Cette conception du Parti semble contredire celle, centralisée, de Lénine. Mais la conception léniniste du Parti s'expliquait et se justifiait par des conditions particulières : pays en guerre, analphabétisme, énorme paysannerie, etc... L'Etat tsariste reposait d'abord sur sa police, le nôtre sur sa capacité politico-idéologique à se poser en médiateur légitime entre classes antagonistes (et, bien sûr, aussi sur sa police). La lutte clandestine justifiait en Russie la séparation d'une dépositaire d'une vérité qu'il fallait porter aux masses. Ce n'est nullement la situation de la France de 1969.

rouge

hebdomadaire d'action communiste

12 janvier 1970

L. Couturier commente longuement l'« affaire Garaudy » qui aura d'importantes répercutions dans le P.C.F. à la veille de son XIX° Congrès.

L'article retrace ce qu'est Garaudy et la politique qu'il veut défendre en ces termes :

Roger Garaudy a été l'homme de toutes les basses œuvres intellectuelles au temps du stalinisme triomphant. Cela est important à retenir pour comprendre le personnage qu'il se forge actuellement. Il était le poulain de Maurice Thorez qui préfaça élogieusement sa thèse sur « la liberté » avec laquelle il obtint, en mai 1954, le titre de docteur ès-sciences philosophiques de l'Université de Moscou. C'est également sous la présidence de Maurice Thorez qu'en juin 1962 il critiqua devant les philosophes communistes « les erreurs philosophiques de Staline ». On se doute qu'avec un tel patronage, la critique devait être pénétrante.

Les intellectuels communistes présentables étant en nombre limité, Garaudy fut chargé de tendre la main aux catholiques et d'essayer de faire oublier les pires excès idéologiques du stalinisme en écrivant des platitudes sur Kafka, St-John Perse, Teilhard de Chardin, etc. Malheureusement pour la direction, il devait se prendre au jeu. Pour avoir l'oreille des révérends pères et autres libéraux, Garaudy a fini par se rendre compte que la réalité stalinienne du P.C.F. était un lourd handicap.

. . . . . .

Justifier astucieusement la ligne du P.C.F. n'est pas suffisant pour attirer les intellectuels et les jeunes qui ont une tendance manifeste à bouder : il importe de rétablir une certaine vie démocratique dans l'organisation et de prendre ses distances vis-à-vis de l'U.R.S.S.

. . . . . .

Attaché par tout son passé et par toute sa formation à l'opportunisme du P.C.F., Garaudy cherche des trucs pour rendre appétissante une politique pourrie.

Enfin, en conclusion, l'auteur rappelle les caractères particuliers qui différencient les P.C. des partis réformistes classiques et empêchant par la même leur intégration à l'état bourgeois :

Pour des raisons historiques, ce sont les liens que le P.C.F. a tissés avec l'U.R.S.S., l'existence d'un appareil bureaucratique fonctionnant à la stalinienne et l'omniprésence de l'idéologie qui empêchent le P.C.F. de s'intégrer dans la société bourgeoise comme l'ont fait les partis sociaux démocrates munis de programmes parfois moins réformistes que le sien.

Rejetant les « garde fou » en acceptant pleinement la ligne, Roger Garaudy risque fort de se retrouver quelque jour sur des rivages d'un réalisme amer...

U.S.A.

i.s. international socialist

No. 15 January 1970
.20 East Coast, .35 West

JANVIER 1970

Mensuel socialiste révolutionnaire (U.S.A.).

Dans son éditorial de janvier, intitulé « Défense des Panthers », I.S. aborde le problème de la défense des Noirs dans les ghettos, et, plus particulièrement après les récents massacres de plusieurs leaders des Black Panthers, celui de l'organisation d'une résistance face aux attaques policières :

Les libéraux démocrates qui désirent très sincèrement améliorer le sort des Noirs Américains par le biais des procédures politiques normales, ne peuvent défendre les Panthers. Même quand ils sympathisent avec les Panthers, les Sénateurs et députés libéraux sont obligés de prétendre... « que la soi-disant violence des Panthers est un mythe »... Mais s'il s'agit d'attaques ayant une caractère de génocide, comme le proclame Abernathy (pasteur libéral), alors l'auto-défense est une nécessité et il vaudrait mieux qu'elle cesse dès à présent d'être un « mythe ».

La difficulté à laquelle les Panthers font face — outre la plus importante qui est l'énorme puissance technique et politique du monstre qu'ils combattent — est que trop souvent la rhétorique révolutionnaire se substitue à une véritable attaque politique des fondements de la domination capitaliste. Trop souvent l'auto-défense des Panthers est un mythe...

Si les ghettos étaient unifiés derrière un mouvement politique qui refuse de jouer le jeu de la « politique traditionnelle » lorsqu'on en vient au problème des attaques policières contre la communauté noire, si tout politicien noir qui cherche à gagner le respect de la communauté était forcé de dénoncer la police et de soutenir les attaques opérées contre elle en tant que légitime auto-défense, aucun flic n'oserait mettre le bout du pied dans un ghetto...

C'est pourquoi un parti politique indépendant est le complément indispensable de l'auto-défense. Cette offensive politique qui détacherait les Noirs des libéraux et de leurs supporters comme Abernathy, ne peut se développer dans un Parti Démocrate dominé par ces mêmes libéraux.

GRANDE-BRETAGNE

Socialist Worker

For workers control and international socialism — 140 2 October 1969 every Thursday 3d

(Hebdomadaire)
du groupe « International Socialism »

— Tony cliff). n° du 1er janvier.

Voici les extraits d'un artilce intitulé : « Au seuil des années 1970. Le choix : contrôle ouvrier et planification à l'échelle mondiale ou nouvelle barbarie. »

« La croissance et la stablité des années d'après-guerre ont conduit beaucoup de gens à conclure que le capitalisme avait changé de nature... Et il est vrai que, comparé (...) avec toute l'histoire antérieure du système, le bilan semblait impressionnant. »

« A l'Ouest, l'économie se développa deux fois plus vite entre 1950 et 1964 qu'entre 1913 et 1950... Mais la base du système demeurait inchangée : contrôle du système par des minorités en compétition... et donc tendance à la surproduction... »

« Le facteur le plus puissant qui empêcha cette tendance de se manifester sous la forme habituelle de récessions régulières fut celui des dépenses d'armements massives et continuelles. Après la deuxième guerre mondiale, aux Etats-Unis, les armements ont constitué environ 10 % de la production, et ce qui est encore plus significatif : 50 % de tout le surproduit investi...

« Qu'est-ce qui a causé l'érosion à laquelle nous assistons depuis quelque temps de la stabilité d'après-guerre ? La course aux armements a sa logique propre :

« Comme chaque pays doit rester en avance sur les autres du point de vue du potentiel militaire, alors la technologie militaire prend de l'avance sur le reste de l'économie. Les navires de guerre et les tanks peuvent utiliser les mêmes matières brutes que le reste de l'économie mais pas les missiles téléguidés. »

« Par conséquent l'effet stabilisateur... perd de sa force (...). (Ce qui) conduit à une baisse du taux de croissance du commerce mondial. En même temps la taille des investissements nécessaires pour rester au premier rang augmente parallèlement à l'intensité de la compétition mondiale. C'est ce qui explique l'effort grandissant des capitalistes dans chaque pays pour contrôler le taux et le rythme du travail pour contrôler plus étroitement le pouvoir des ouvriers sur leurs conditions de travail... »

Relevons également dans leur conclusion le passage suivant, concernant les tâches des révolutionnaires :

« Comprendre, jusque dans les détails parfois ingrats, les formes que prennent ces problèmes dans chaque situation précise, formuler des revendications qui fassent ressortir le contenu du contrôle ouvrier, à propos de chaque attaque contre le niveau de vie des travailleurs ; bâtir des groupes d'usine autour de ces revendications ; et joindre ces actions partielles dans une organisation unifiée et consciente — voilà la tâche essentielle. »

Allemagne 1919

De la faillite de la social-démocratie...

15 janvier 1919. Evanouie, le crâne brisé par les coups de crosse de la soldatesque déchaînée, Rosa Luxembourg est traînée dans les jardins zoologiques de Berlin. Elle mourra, tuée d'une balle dans la tête. Son corps, jeté dans le canal Landwehr, ne sera retrouvé que quatre mois plus tard.

Le cadavre de Karl Liebknecht, son compagnon de luttes, gît déjà, parmi d'autres, dans une station de service-secours. Abattu au cours d'une tentative de fuite, dira plus tard la version officielle.

Après une semaine de combats sanglants, l'ordre règne à Berlin. L'ordre des Corps Francs, des tueurs en uniforme, l'ordre des bourgeois.

La sanglante conclusion des combats auxquels le gouvernement, dirigé par le social-démocrate Ebert, et l'Etat-Major de l'armée ont poussé les ouvriers berlinois, n'a certes pas mis fin à la grandiose vague révolutionnaire qui secoua l'Allemagne à la sortie de la première guerre mondiale.

Mais le prolétariat révolutionnaire de la capitale était pourchassé, le jeune Parti Communiste Allemand qui venait d'être fondé quelques jours plus tôt décimé. Et l'un comme l'autre ont perdu les deux plus prestigieux de leurs dirigeants.

En fait, le mouvement révolutionnaire allemand ne se relèvera jamais complètement de la répression de janvier 1919.

Les conséquences de l'échec de la révolution allemande seront incalculables.

En Allemagne même, derrière les Corps Francs, les détachements d'officiers de carrière, la pègre armée qui permettront à la réaction de l'emporter, se profile dèjà l'ombre des bandes nazis, dont ils constitueront en fait l'embryon.

Et au-delà, la défaite du prolétariat allemand détruit l'espoir de mettre un terme à l'isolement de la Russie soviétique. Plus rien n'arrêtera la gangrène bureaucratique qui envahit et étouffe le premier Etat ouvrier du monde.

Le prolétariat paiera d'un demi-siècle de souffrance, de misère et de sang, l'échec de la révolution allemande.

Rosa Luxembourg
(Photo Violet)

Les socialistes majoritaires le (S.P.D.)

EN 1914, le parti social démocrate allemand (S.P.D.) est la plus importante section de la IIe internationale. Tant par la qualité et le nombre des adhérents, que par ses acquis théoriques et pratiques, le prestige de ses chefs, et son glorieux passé politique, le S.P.D. apparaît comme le chef de file incontesté de la IIe internationale.

Le parti a des élus au parlement, il possède ses municipalités, ses coopératives, ses dizaines de quotidiens. C'est sur lui que reposent, pour l'essentiel, les espoirs des révolutionnaires européens.

Or, dans le désastre des premières heures de la guerre mondiale, le parti allemand passa avec armes et bagages du côté de son état-major, de son gouvernement, de sa bourgeoisie.

Cette trahison ne fut ni accidentelle ni isolée. La plupart des partis sociaux-démocrates la répétèrent dans la plupart des pays belligérants.

En fait, la faillite de la IIe internationale et principalement celle de sa section la plus influente trouve son explication bien au-delà de la guerre elle-même. Le S.P.D., installé dans la légalité depuis plus de vingt-cinq ans, avait peu à peu été gagné par la tentation réformiste. Ses manifestations n'en étaient guère visibles, mais les éléments les plus clairvoyants du parti (Rosa Luxembourg, Zetkin, etc.), dénonçaient depuis plusieurs années le caractère bureaucratique du parti et du syndicat, la liaison entre l'idéologie petite bourgeoise et celle de l'aristocratie ouvrière dans ses rangs, l'opportunisme plus ou moins masqué de la Direction. Le mal était plus profond encore, ce fut la guerre qui en révéla toute l'étendue.

L'histoire du S.P.D. pendant la Première Guerre mondiale, c'est celle d'un alignement servile sur les commandements du gouvernement et de l'état-major. Sur le plan social, il jouera le rôle de frein lorsque très tôt des grèves éclateront. Doublant la censure officielle, il interdira à ses propres membres dans l'opposition, l'accès à la presse du parti, pire encore, il les couvrira d'insultes et de calomnies. En un mot le S.P.D. mettra toute sa puissance au service de l'union sacrée, c'est-à-dire au service de la bourgeoisie et de son gouvernement monarchique.

Mais très tôt aussi, pour l'honneur du socialisme allemand, des militants se dresseront contre la guerre.

Les vendeurs de la « Rote Fahne » (drapeau rouge), journal révolutionnaire, sont conduits au poste. Les socialistes sont au gouvernement. (Photo Violet.)

L'opposition à la guerre

LE 2 décembre 1914, seul de tous les députés socialistes, Karl Liebknecht vote contre les crédits de guerre, pendant que, privés de moyens d'expression légaux, quelques militants comme Rosa Luxembourg, Klara Zetkin, Franz Mehring, Léo Jogiches et d'autres, essaient d'organiser un courant d'opposition à la guerre et à l'impérialisme. La majorité du parti les accuse d'indiscipline.

La droite du parti Heine, Sudekum, Legien, David, Ebert, Noske, réclame l'exclusion de ceux qui s'opposent à la victoire des armées allemandes. On leur retire tout accès à la presse du parti, on les traite « d'étrangers et de solitaires ».

Mais le gouvernement accentue sa répression. Le 2 février 1915, Liebknecht est condamné par la Direction du S.P.D., le 7 il est convoqué par l'autorité militaire qui lui interdit toute prise de position en dehors du Parlement. Le 19 février 1915, R. Luxembourg est incarcéré.

A la fin de la session parlementaire, K. Leibknecht dut rejoindre son unité en Lorraine d'abord puis sur le front russe.

Mais pour les masses et pour les soldats, il devient évident que la guerre n'est pas fraîche et joyeuse. Les sentiments pacifistes gagnent du terrain.

A l'arrière les conditions sont de plus en plus pénibles. La famine s'installe, le mécontentement gagne de nombreux secteurs ouvriers. Aussi une fraction du parti socialiste va-t-elle s'opposer à son tour à la direction patriote : c'est eux qu'on appelle les centristes Haase, Kautsky, Ledebour qui ne voteront pas les crédits de guerre en 1915 et qui s'abstiendront. En mars 1916, révolutionnaires et pacifistes sont exclus du groupe parlementaire du parti social-démocrate. Ils sont encore membres du parti mais n'ont plus accès à la presse officielle.

Les premiers opposants à la guerre vont lancer, à partir de 1916, des groupes autour des « lettres de Spartacus », envoyées aux militants révolutionnaires pour regrouper l'opposition dans le pays sur une base de lutte contre l'impérialisme. Le groupe de Spartacus (Liebknecht, Luxembourg, Mehring, Zetkin) comme Lénine ,ne dissocie pas la question de la guerre de la révolution contre l'Etat impérialiste. Pour eux, la question est claire : « L'ennemi est dans notre pays », les dirigeants du S.P.D. sont des traîtres du socialisme qu'ils ont vendu à l'impérialisme en échange de leur sécurité personnelle. De leur côté, Kautsky, Haase, Ledebour réclament du gouvernement qu'il négocie avec les autres puissances en guerre.

Le premier mai 1916 en dépit de l'opposition des indépendants, Liebknecht, alors en permission, organise une manifestation à Berlin. Le Parlement lève son immunité et il est condamné à 30 mois de bagne. Le 29 juin, date de sa condamnation, des grèves éclatent, des milliers de manifestants défilent à Berlin.

L'année 1917 marque un tournant dans l'opposition. Des grèves puissantes éclatent en avril 1917 (freinées par le S.P.D.), la flotte se mutine à Kiel où les « meneurs » sont condamnés à mort et exécutés. L'opposition centriste est alors exclue du S.P.D. Pour tous les opposants à la guerre, il ne reste plus qu'une solution : la constitution d'un nouveau parti appelé parti social-démocrate indépendant (U.S.P.D.) qui regroupe diverses formations, centristes et révolutionnaires ; les Spartakistes y constituent une fraction.

Maintenant, le mouvement va se développer de façon continue jusqu'au moment où l'annonce de l'armistice fera craquer le fragile édifice impérial et laissera la place à la classe ouvrière allemande dans laquelle le S.P.D. mérite encore le qualificatif de « majoritaire ». Mais le sort de la classe ouvrière allemande se joue entre les révolutionnaires de Spartacus et les dirigeants majoritaires : la révolution sera-t-elle canalisée ou au contraire s'épanouira-t-elle ?

La naissance du P.C. Allemand

Au début de la Révolution, les Spartakistes font toujours partie de l'U.S.P.D. mais les événements vont créer dans le parti de profonds clivages : les Indépendants participent aux côtés de Ebert et Scheidemann (S.P.D., dits majoritaires) au gouvernement et à ses menées contre-révolutionnaires ; les Spartakistes possèdent depuis le 18 novembre leur propre organe national, la « Rote Fahne » et apparaissent de plus en plus comme une organisation indépendante de fait.

Le 15 décembre 1918, lors de la tenue d'une assemblée des adhérents du grand Berlin de l'U.S.P.D., les Spartakitstes réclament la tenue d'un Congrès du parti. Ils espèrent pouvoir, lors d'un tel Congrès, gagner à leurs positions révolutionnaires la base du parti. De plus, Rosa Luxembourg dénonce la politique timorée suivie par Haase, Kautsky, etc, et demande aux Commissaires du Peuple Indépendants de démissionner du gouvernement Ebert, acte qui « secouera les masses, leur ouvrira les yeux » sur ce qu'est réellement ce gouvernement.

Ces propositions ne recueillent que le tiers des mandants et devant le refus de l'U.S.P.D. de modifier sa ligne politique, les Spartakistes décident, quasi unanimement, la scission et la constitution en parti.

La Conférence Spartakiste qui se tient du 29 décembre au 1er janvier 19, se transforme le 30 décembre en Congrès de fondation du Parti Communiste Allemand (K.D.P.). Ce jeune parti regroupe les Spartakistes, et les « Communistes Internationalistes Allemands » (I.K.D.), issus eux-mêmes d'une fusion entre les révolutionnaires berlinois regroupés autour de l'éditeur Julien Borchardt, les gauches de Brême avec J. Kneif, le groupe de Hambourg et quelques petits groupes dispersés en Saxe. Par contre, bien que leurs conceptions soient très proches de celles des Spartakistes, les Délégués Révolutionnaires de Berlin, Indépendants de Gauche, refusent d'adhérer au nouveau parti, d'accepter l'expression « Ligue Spartakiste » qui suit le sigle K.D.P., d'accepter aussi le boycottage des élections du 19 janvier 19 à l'Assemblée Nationale, décidé par 62 voix contre 23, malgré l'avis des dirigeants spartakistes.

Le jeune parti communiste ainsi formé en pleine tourmente révolutionnaire, numériquement faible, aux structures lâches, avait besoin de temps pour conquérir les masses et acquérir sa maturité politique.

Mais la révolution, et bientôt la contre-révolution, ne lui laisseront pas le temps nécessaire : les journées de féroce répression dès le début de janvier vont décimer ses rangs et sa direction.

Allemagne 1919

. . . à l'écrasement de la

L'ANNEE 1917. Troisième année de la drôle de guerre. Un hiver plus rude encore que les précédents, une misère immense dans le pays où des « révoltes de la faim » explosent. Le mécontentement général gronde tandis que la révolution russe de février retient l'attention de tous et fait surgir un nouvel espoir dans les masses.

L'énorme édifice bureaucratique et militaire du Reich allemand de Guillaume II va subir les premiers coups de boutoir : le 16 avril 1917, à l'annonce de la diminution de la ration de pain, 300.000 ouvriers cessent le travail à Berlin. La grève se terminera cependant le 18, et la surprise effrayée des gouvernants devant ce qu'ils ne croyaient pas possible est suivie d'une répression violente. Réquisitions, menaces, arrestations, à Berlin mais aussi en province, n'empêcheront cependant pas, dans l'été 1917, les premières révoltes dans la marine de guerre, ancrée en mer du Nord, révoltes au cours desquelles les premiers « comités » de marins-soldats seront formés. Des « incidents » plus ou moins durs marquent toute cette année et annoncent l'orage qui va bientôt balayer l'empereur.

C'est dans un tel climat que l'octobre révolutionnaire de la Russie va résonner et que le 22 du même mois s'ouvrent les pourparlers de Brest-Litovsk. Ces pourparlers, qui laissaient entrevoir une paix tant souhaitée par toute une population à bout de force, vont concentrer toute l'attention. On craint que les conditions dictées par l'Allemagne aux Soviétiques soient trop dures. On craint que les combats reprennent. L'immense lassitude de la guerre s'ajoutant à la misère va tendre la situation jusqu'à son point de rupture.

Vers la Révolution

DES janvier 1918 des grèves éclatent : ce sont les ouvriers autrichiens qui paralysent toute activité, mécontents de la façon dont sont menées les négociations. Le 27, la grève est à Berlin. Les travailleurs des usines d'armement cessent le travail pour revendiquer « la conclusion rapide d'une paix sans annexion, ni indemnité ». Des délégués ouvriers sont élus sur-le-champ, des « conseils » s'organisent et un comité de grève est créé. Dans les jours qui suivent, c'est un peu partout en Allemagne que les machines s'arrêtent, ajoutant à la revendication initiale la levée de l'état de siège, la libération des emprisonnés et de K. Liebknecht en premier lieu, et, enfin, du pain.

Tandis que dans le pays se multiplient les « conseils », les gouvernants et les pouvoirs publics sont pris d'affolement. Que faire ? Faut-il négocier ? Faut-il réprimer au risque d'enflammer l'ensemble du pays ? C'est l'autorité militaire qui prend finalement les choses en main. A Berlin, elle va prendre au dépourvu le comité de grève dont les membres, parmi lesquels des socialistes indépendants, resteront irrésolus. Le 3 février, l'ordre est donné de reprendre le travail. La répression se donne libre cours et 50.000 ouvriers sont mobilisés, envoyés au front avec mention sur leur livret militaire « Berlin 1918 ».

Suit alors une période noire de démoralisation. La répression qui frappe les grévistes, les militants spartakistes, la division politique de la gauche, accompagnent la signature à Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, d'une paix qui est une victoire de l'impérialisme allemand. La population lasse, épuisée, aspirant à la paix, n'aperçoit pas d'issue à la guerre. Cependant, tout feu n'est pas éteint, et les grèves qui éclatent en juillet et août, en Silésie, à Hambourg, en Rhénanie en témoignent.

Le groupe de corps francs qui assassina Rosa Luxembourg.
(Photo Violet)

L'écroulement de la monarchie

LE calme relatif était cependant annonciateur de tempêtes, hâtées par l'imminence de la défaite de l'Allemagne dans la guerre.

Le 1er octobre, les deux chefs de l'armée, Hindenburg et Ludendorff, pour éviter une défaite militaire totale, exigent du gouvernement une offre immédiate de paix à l'Entente.

L'agonie du pouvoir impérial commençait. Pour tenter de sauver par des réformes de dernière heure ce qui pouvait l'être, un régime « parlementaire » fut instauré sous la direction du prince Max de Bade.

En fin octobre, le front s'effondrait.

« La guerre est perdue. » La nouvelle se répand rapidement en Allemagne, et fait brutalement saisir l'inutilité des sacrifices consentis pendant quatre années. La colère et l'indignation générale éclatent d'une façon violente.

L'amirauté, pour « sauver l'honneur de la marine », décide de lancer une ultime tentative d'offensive. Les marins, gagnés par la fermentation révolutionnaire, refusent ce dernier massacre gratuit et se mutinent. Les bâtiments de guerre basés à Kiel hissent le drapeau rouge, et les matelots fraternisent avec les ouvriers du port.

Le 6 novembre, la révolution gagne Hambourg, puis se répand dans tout le nord de l'Allemagne.

Le 9 novembre, elle atteint Berlin, la capitale. Les ouvriers sortent par centaines de milliers des usines. La ville leur appartient. Le Kaiser abandonne le pouvoir et s'enfuit. Du haut du balcon impérial, Liebknecht proclame la République socialiste allemande.

Noske, le chien sanglant, un des socialistes au gouvernement.
(Photo Violet)

Karl Liebknecht
Dans quelques heures, il sera assassiné.
(Photo Violet)

Le double pouvoir

DES lors, le seul espoir de la bourgeoisie affolée réside dans le parti social-démocrate. Lui seul peut contenir le mouvement. Le chancelier de l'Empire, le prince Max de Bade, désigne Ebert, socialiste majoritaire, comme chancelier du Reich et lui laisse la charge de résoudre la crise. Celui-ci propose alors le 9 novembre, aux socialistes indépendants de partager le pouvoir et, dans la soirée du même jour, est formé un « Conseil des commissaires du peuple », composé de 3 majoritaires et de 3 indépendants. Selon les apparences, un tel gouvernement est conforme à l'Allemagne révolutionnaire. En réalité, tous les organes de l'Etat subsistent.

Cependant, à peine formé, ce Conseil risque de voir son autorité contestée. En effet, le lendemain se réunissent 3.000 délégués des Conseils berlinois afin d'élire le Comité exécutif des Conseils de Berlin. Mais si les efforts d'Ebert pour en interdire l'élection échouent, il n'empêche que le Conseil sera en partie à sa solde : 13 indépendants contrôlés par les délégués révolutionnaire sont élus par 13 majoritaires et 14 délégués des Conseils de soldats beaucoup moins politisés et dirigés par un homme qui n'a rien de révolutionnaire et se retrouvera dans les rangs hitlériens plus tard, Colin Ross. En théorie, ce Comité élu contrôle le Conseil des commissaires du peuple et sa déclaration proclame que l'Allemagne est devenue une République socialiste dans laquelle tout le pouvoir appartient... au Conseil des commissaires du peuple. Bref, à peine né, il abdique son autorité au profit d'un organe dominé par Ebert et de notoires contre-révolutionnaires. En pratique donc, ce comité exécutif n'aura qu'une place de second ordre et laissera intact l'appareil d'Etat bourgeois, du bas jusqu'en haut.

La même chose se produit le 16 décembre lors du Congrès des Conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne qui se tient 8 jours durant. Ebert y dispose de la majorité, aucun dirigeant spartakiste n'y est présent, et l'élan révolutionnaire de la rue n'a que peu de voix pour se faire entendre. C'est pourquoi la majorité du Congrès, sensible à la campagne de calomnies déjà en marche et systématiquement organisée contre les Spartakistes, se laissera convaincre que ce sont eux seuls qui menacent le socialisme triomphant, et que la caution d'une Assemblée Nationale est le seul manque à la consécration de la victoire révolutionnaire. Ebert garde les mains libres et les élections sont fixées au 19 janvier.

Révolution Allemande

Des Spartakistes massacrés à Hambourg. (Photo Violet)

Le retour de l'armée et l'écrasement de la Révolution

CEPENDANT, les soldats reviennent du front ouest, l'armistice ayant été signé le 11 novembre. C'est sur cette armée que repose, pour Ebert et le grand état-jamor (Hindenburg et Groener), l'espoir d'écraser définitivement la révolution. Dans ce but, le retour du front doit s'effectuer dans l'ordre et la discipline, les soldats doivent être soustraits à la propagande révolutionnaire, au climat d'effervescence de l'arrière.

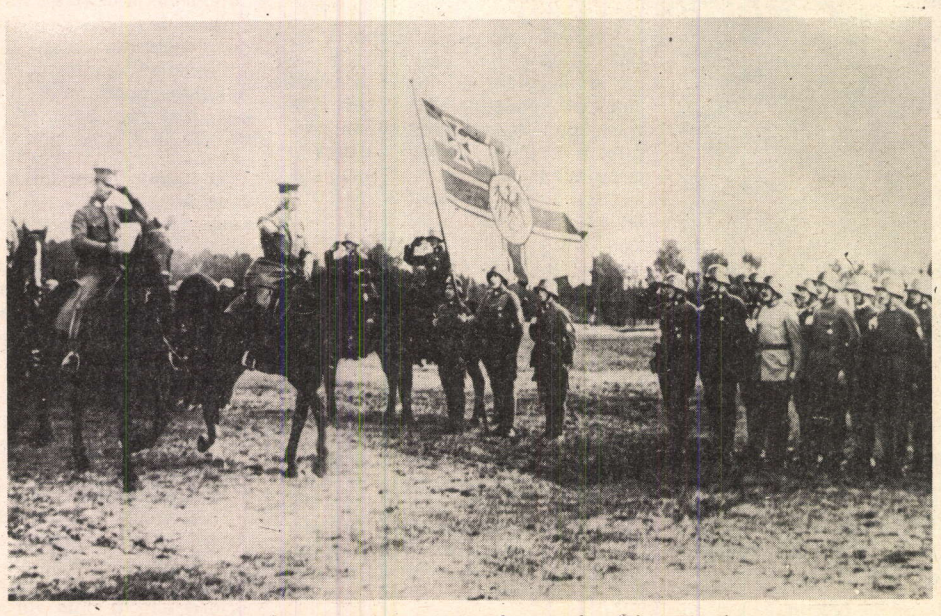
Ces efforts pourtant resteront vains et au fur et à mesure que le retour s'effectue l'armée se décompose, les soldats rentrent chez eux, et là rallient bien souvent les rangs des révolutionnaires.

Face à cette décomposition de l'armée, l'état-major décide d'agir rapidement. Déjà le 6 décembre, un coup de force échoue. Le 24, les troupes de Groener, appelées par Ebert, pénètrent dans Berlin et attaquent les marins. C'est encore un échec, malgré le rapport de force défavorable aux révolutionnaires, mais les morts que fait cette journée creusent un fossé définitivement entre le gouvernement « socialiste » et les ouvriers berlinois. L'affrontement est inévitable.

C'est à ce moment qu'arrive au gouvernement, déserté par les socialistes Indépendants, Gustav Noske, permanent du S.P.D., bien décidé à en finir, quitte à faire office de bourreau. Il amène avec lui les « corps francs », formés à l'instigation de l'armée, corps de volontaires fanatisés contre les juifs et les bolcheviks. Groener satisfait s'écrie le 29 décembre : « Le combat va commencer », et Noske assure à Ebert le même jour : « La roue va tourner ».

Le prétexte d'intervention est trouvé le 4 janvier 1919, le gouvernement Ebert révoque le préfet de police de Berlin, révolutionnaire indépendant, Eichhorn.

Les Indépendants, les délégués révolutionnaires et les Spartakistes qui forment depuis le 31 décembre le Parti communiste allemand, appellent à une manifestation. Manifestation de masse et grève générale répondent à cette mesure et, pendant 2 jours, le gouvernement est impuissant. Le lendemain, l'insurrection armée est décidée. Pendant une semaine, les combats dans les rues de Berlin opposeront 3.000 combattants révolutionnaires aux corps francs de Noske, très entraînés et bien équipés. Le 8 janvier, le ratissage de Berlin commence, massacrant tout sur son passage, saignant à blanc les rangs des révolutionnaire berlinois. Le 12 janvier tout est terminé, tandis que le 15 Liebknecht et R. Luxembourg sont assassinés. Après avoir décapité la révolution de ses chefs la bourgeoisie allemande, dont la victoire est alors assurée, emploiera toute l'année 1919 à liquider à travers le pays tous les foyers révolutionnaires.



Les corps francs anti-ouvriers à la parade. (Photo Violet)

Comment Gouvernement «socialiste» et généraux ont préparé:

la semaine sanglante

DES le 9 novembre 1918, Ebert, social Démocrate Majoritaire, président des Commissaires du Peuple, est en liaison téléphonique directe et permanente avec le général Groener du haut état-major de l'armée. L'accord entre Ebert et Groener est soutenu par Hindenburg, chef de l'état-major.

Télégramme envoyé au Maréchal Hindenburg, le 9 novembre, signé d'Ebert et de Scheidemann, entre autres :

« Nous vous demandons de donner les ordres nécessaires à toutes les armées en campagne pour que le calme et l'ordre le plus rigoureux soient observés en toute circonstance. Par conséquent, les ordres des supérieurs devront être exécutés strictement jusqu'à la démobilisation. La mise en congé de tout membre de l'armée ne s'effectuera que sur l'ordre des supérieurs hiérarchiques. Les supérieurs devront conserver leurs armes et les insignes de leurs rangs. Là où des Conseils de soldats se seront formés, ils devront seconder sans réserve les officiers, afin de maintenir l'ordre et la discipline. »

Le 6 décembre 18, Daümig expose ainsi la consigne qu'il avait donnée aux troupes menées à Berlin en vue d'écraser le Comité Exécutif du Conseil des ouvriers et soldats berlinois :

« Tout ce qui est rouge doit être liquidé et on assure que tout ce qui est rouge est Spartakiste. »

Le 8 décembre, après l'échec du coup de force tenté contre les Conseils Ouvriers à Berlin, Hindenburg écrit à Ebert :

« Cher M. Ebert :

» Si je m'adresse à vous aujourd'hui, c'est parce qu'on m'a assuré que vous êtes un Allemand fidèle, qui aime sa patrie plus que tout au monde...

» ... Si l'armée doit être une force utilisable dans les mains du gouvernement, il faut que soit rétablie immédiatement par tous les moyens l'autorité de l'officier et que la politique soit bannie de l'armée.

. . . . . .

» Pour cela, il est nécessaire que le gouvernement promulgue un décret stipulant clairement :

» 1) seules les autorités militaires ont pouvoir de commandement ;

» 2) les rapports hiérarchiques sont rétablis... Il est absolument indispensable de remettre en vigueur l'obligation du salut militaire... ;

» 3) les conseils de soldats doivent absolument disparaître ;

. . . . . .

» Le sort du peuple allemand est entre vos mains... Je suis prêt, et avec moi l'armée tout entière, à soutenir votre action sans réserve... »

Au Congrès des Conseils de soldats qui se tint le 16 décembre 18 à Berlin, le social démocrate majoritaire, Scheidemann, expliquait :

« Je suis fermement convaincu que, maintenir les Conseils d'ouvriers et de soldats en tant qu'organismes permanents signifierait — je le dis après mûre réflexion — la ruine inéluctable de notre commerce et de notre industrie, le déclin absolument certain du Reich. »

Le 18 décembre, le Congrès abdiquait tout pouvoir en adoptant le texte suivant :

« Le Congrès national des C.O.S. d'Allemagne qui représente la totalité du pouvoir politique, transfère le pouvoir législatif et exécutif au Conseil des Commissaires du peuple, en attendant que l'Assemblée nationale décide d'une nouvelle réglementation... » (les élections à l'Assemblée nationale étaient fixées au 19 janvier 19).

Devant la complète dislocation des armées de retour du Front Ouest, sur lesquelles comptait l'état-major pour écraser la Révolution, les premiers Corps Francs vont être mis sur pied.

Le général Groener écrit dans ses Mémoires :

« Seule une armée de volontaires pouvait engager le combat contre les masses ouvrières des villes... Ce plan fut repris et développé sous le manteau, en accord avec Ebert. »

Le serment des Corps Francs sera : « Je soussigné jure de rester fidèle au gouvernement provisoire du Chancelier du Reich, Ebert, jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait décidé une nouvelle Constitution ».

Le général Maercker a bientôt sous ses ordres un Corps Franc de 4 000 hommes, bien entraînés et armés qu'il harangue le 14 décembre :

« Aujourd'hui le gouvennement impérial a été remplacé par celui du Chancelier Ebert. Et ce gouvernement se trouve aujourd'hui dans une situation difficile... Cette Rosa Luxembourg est une femme diabolique et Karl Liebknecht un type prêt à risquer le tout pour le tout... »

En décembre, la campagne antispartakiste s'exacerbe. On peut lire sur un tract :

« Plus il y a de ruines, plus le chaos est grand ; plus grand est le chaos, plus le Spartakiste peut faire sa pelote. C'est ce qui s'est passé en Russie, c'est ce qui se passera chez nous, si les Bolchéviks prennent le dessus. Voulez-vous tolérer cela, camarades ? »

et encore :

» Que nous apporteront Liebknecht et compagnie s'ils viennent au pouvoir ? Réponse : la famine, la mort, la fin de l'Allemagne. »

Les têtes de Luxembourg et de Liebknecht sont mises à prix, les appels aux meurtres de tous les Spartakistes sont incessants.

Dans les premiers jours de janvier 1919, Noske, à la tête de la « Brigade de Fer », corps franc de 1.600 hommes bien entraînés aux combats de rue et entièrement dévoués à leur chef, va prendre la direction du département de la Défense Nationale et diriger la contre-révolution.

« Vous pouvez compter sur moi pour rétablir l'ordre à Berlin », dit-il, ajoutant « l'un d'entre nous doit devenir le chien sanginaire ». Il remplira cet office de bourreau, consciencieusement et jusqu'au bout.

DANS LE MONDE

BELGIQUE : grève sauvage dans les mines du Limbourg

LE mardi 6 janvier, 18 000 travailleurs de l'industrie charbonnière du Limbourg, une province de l'est de la Belgique, se sont mis en grève.

Cette région est l'une des plus pauvres du pays et le déclin des mines de charbon, qui n'emploient plus que 25 000 salariés, (45 000, en 1958) est cruellement ressenti.

En décembre, les syndicats avaient signé un « accord de programmation » prévoyant une augmentation des salaires de 4 % au premier janvier et de 6 à 8 % étalés sur 18 mois. Les mineurs avaient espéré une augmentation de 15 % immédiatement : ce fut la grève.

Ils ont élu des comités de grève et en particulier un « Comité permanent du Bassin de Campine ».

Les syndicats ont été totalement pris de court. Dès le début, ils ont condamné le mouvement. Ils ont tenté de s'y opposer en appelant à la reprise du travail et en lançant des informations dans la presse selon lesquelles *« le travail allait reprendre »*.

Le secrétaire national de la Centrale des mines du syndicat socialiste FGTB a stigmatisé les *« nombreux comités de grèves irresponsables... »*.

Quant à Renders, le président local du syndicat chrétien CSC, il a déclaré :

« Lorsqu'on acquiert un tel résultat (il parle de l'accord signé en décembre !), *on se montre satisfait et on ne descend pas dans la rue pour obtenir quelque chose d'irréalisable »*.

Toute une campagne de presse tenta de faire croire, qu'il ne s'agissait que d'un « malentendu » et que le travail allait reprendre le lundi 11. En fait, alors qu'on attendait « au moins » 60 % de mineurs dans les puits, la situation resta inchangée : seulement 10 à 20 % de présents.

Cette journée donna d'ailleurs lieu à des incidents. A *Watterscheï*, des heurts eurent lieu entre le piquet de grève et des partisans de la reprise du travail. La police, qui tentait de dégager l'entrée des puits à coups de matraques, dut reculer sous une pluie de boulons, de bouteilles et de pierres. Elle dut faire usage de grenades lacrymogènes. Trois gendarmes furent blessés. Les manifestants criaient : *« Gendarmes - SS »* et *« Zwartberg... Zwartberg... »* (En 1966, un gréviste avait été tué par les flics à Zwartberg).

A *Beringen*, des bagarres ont opposé des grévistes et des non-grévistes.

Un peu partout, les dirigeants syndicaux qui prônaient la reprise du travail ont été conspués.

La presse belge trouve naturellement de mystérieux conspirateurs.

Des « communistes », des nationalistes flamands de la «Volksunie», des extrémistes de droite et de gauche, des étudiants, etc. Mais tout ce monde, même réuni ne ferait vraisemblablement pas 15 000 personnes ! Et ceux qui ont arrêté le travail, ce sont bien les mineurs, non !

les syndicats en Belgique

IL existe deux syndicats dominants en Belgique : d'une part, la F.G.T.B. (Fédération Générale du Travail en Belgique) ; d'autre part la C.S.C. (Confédération des Syndicats Chrétiens).

La FGTB est liée au Parti Socialiste Belge et la CSC au Parti Social-Chrétien. En fait, malgré une phraséologie vaguement plus à gauche, la FGTB est toute aussi intégrée dans l'appareil d'Etat et dans la société bourgeoise que sa rivale.

Les deux centrales ont un monopole quasi-absolu sur les élections aux Comités d'entreprise. Ce sont d'énormes appareils bureaucratiques composés de délégués permanents à plein temps.

Il s'agit là d'interlocuteurs tellement responsables que le patronat, loin de s'opposer à leur développement, le favorise au contraire par tous les moyens.

C'est ainsi qu'en 1966, les syndicats participaient à 77 commissions paritaires dont :

- Le Conseil National « d'expansion économique ».

- Le Conseil de Régence de la Banque Nationale.

- La Commission « Armée-Economie », etc.

A date fixe, ils signent des « accords de programmation sociale », véritables contrats de paix sociale. Ensuite, leur rôle consiste à arrêter toutes les grèves qui pourraient se produire.

Les capitalistes, qui ne sont nullement ingrats, leur paient, par des avantages de toutes sortes, ces bons et loyaux services.

C'est ainsi que les patrons paient des primes annuelles, qui dépassent souvent le taux de cotisation, aux ouvriers syndiqués ! Ceux-ci ont également des avantages sociaux financés par les employeurs !

Les capitalistes paient également la formation des cadres syndicaux, qui est patronnée par « L'Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité » (sic !). Puisque ce sont des gestionnaires « responsables » de l'Ordre bourgeois, autant les qualifier !

Et c'est pourquoi les travailleurs belges, comme les mineurs du Limbourg, aujourd'hui, doivent, pour défendre leurs intérêts, non seulement se passer de ces syndicats, mais même lutter contre eux.

BIAFRA : Quelle unité nationale ?

L'UNITE nigérianne a donc été maintenue. Le plus grand pays d'Afrique garde ses 56 millions d'habitants et va tenter, au delà de la guerre horrible qui vient d'avoir lieu, de construire une nation où puissent vivre et se fondre les 200 ethnies qui la composent et plus spécialement les millions d'Ibos qui ont pris les armes pour tenter de construire leur propre pays.

Car bien que « les nécessités nationales » aient été invoquées de part et d'autre dans cette guerre, par les fédéraux pour justifier les efforts faits pour garantir l'unité nationale, par les Biafrais pour justifier de leur droit à la sécession, en fait il n'existe pas une véritable nation, ni à l'échelle de l'ensemble du Nigéria, ni à l'échelle d'aucune des éthnies qui le composent.

Comme la quasi-totalité des pays d'Afrique, le Nigéria n'a pas connu un développement indépendant de l'impérialisme, permettant la création d'un marché national liant dans un tout économique plus ou moins cohérent les différentes ethnies du pays.

Ni l'Etat du Nigéria - ni ultérieurement celui du Biafra - ne se sont formés à la suite de mouvements nationaux liés au développement d'un capitalisme national luttant pour l'unification du marché intérieur. Ils furent des créations artificielles de l'impérialisme.

L'impérialisme anglais, français, portugais ou belge se sont partagés les pays d'Afrique selon leur propre rapport de force. Dans leur désir de pillage, le maintien d'ethnies homogènes a été vraiment le dernier de leur soucis. Les divisions territoriales qu'ils ont créées ont eu des frontières totalement artificielles, cours d'un fleuve qui sépare des populations

Le vainqueur en prière...
Photo A.F.P.

identiques ou plus simplement, ligne droite sur une carte. Elles datent d'ailleurs presque toutes du traité de Berlin de 1885 qui vit les grandes puissances européennes se partager l'Afrique.

Par ailleurs la politique des colonisateurs avait de tous temps été, d'opposer les ethnies d'une même colonie les unes aux autres.

La division interne des pays africains était en fait le legs empoisonné de l'impérialisme. Presque tous les pays jadis colonisés s'y trouvent confrontés, du Soudan au Congo belge en passant par presque tous les pays de l'ancienne Afrique française ou anglaise.

Cependant, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut tout résoudre. Au delà des intérêts et des aspirations à l'indépendance d'ethnies plus ou moins nombreuses, la balkanisation de l'Afrique en une poussière d'Etats sans aucune perspective de développement économique, même réduit et dont les velléités de résistance à l'impérialisme seraient rendus impossibles n'est certainement pas dans l'intérêt des peuples d'Afrique. Et cela surtout si dans quelques régions particulièrement riches en ressources naturelles, minières ou pétrolières en particulier, l'Impérialisme tente de créer des Etats comme le Koweït et le Katanga qui lui permettent de contrôler directement ses richesses quand la domination de la région lui semble moins sûre.

La seule solution juste à longue échéance et qui permette à la fois de concilier les intérêts et les aspirations des peuples, c'est de construire de grands Etats fédéraux qui permettent d'effacer les frontières artificielles et de regrouper les populations suivant leurs aspirations.

Est-ce à dire que le gouvernement nigérian a mené une guerre juste contre les Ibos ou que le gouvernement irakien ou soudanais mène des guerres justes contre les Kurdes ou les populations du sud ?

Ce n'est pas si simple. Les pays du tiers-monde sont généralement gouvernés de manière dictatoriale par des Etats représentant l'impérialisme bien plus que les peuples, quand même, ils se parent de langage « socialiste ». Incapables d'organiser une vie démocratique des différentes populations, incapables de former de grandes fédérations, ils maintiennent et provoquent des situations de conflit perpétuel. Et quand une minorité ethnique comme les Ibos du Nigéria tente de résoudre ces problèmes, c'est-à-dire d'obtenir des droits démocratiques, elle n'a souvent pas d'autres solutions immédiate que la sécession.

Et quand des millions d'hommes sont prêts à se battre pour résister à une oppression nationale, il ne sert généralement pas à grand chose d'essayer de les contraindre. Il est certain que l'Etat irakien n'est pas plus fort en maintenant les Kurdes sous sa domination, il est plus que douteux que la fédération du Nigéria soit maintenant plus forte, plus capable de résister à l'impérialisme en dominant les Ibos. Au contraire, cette cause de conflits perpétuels favorisera toutes les interventions extérieures. Elle justifiera à l'intérieur des mesures dictatoriales et dans un des pays d'Afrique où la classe ouvrière est la plus forte, les conflits nationaux risquent de prendre le pas sur les conflits de classe.

C'est un trait de notre époque où le prolétariat tarde à prendre la direction de la société mondiale de voir surgir des problèmes nationaux insolubles. Car il n'y a plus de possibilités de développement national pour tous ces pays à l'ère de l'impérialisme. Il est temps, grand temps, que l'impérialisme soit abattu dans ses centres vitaux si on ne veut voir le XXI[e] siècle devenir le siècle de la barbarie triomphante.

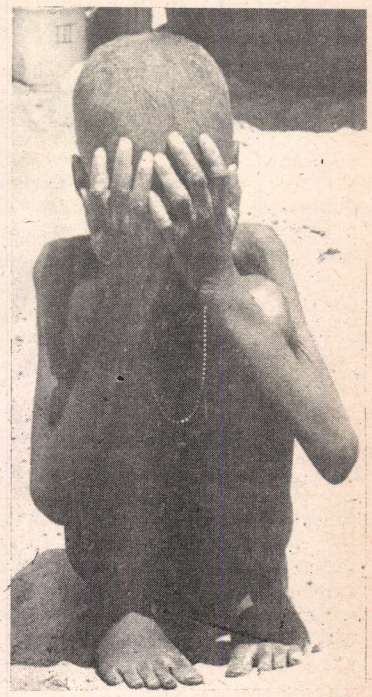


Photo A.F.P.

DANS LE MONDE

EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Husak accentue la répression

LA normalisation franchit une nouvelle étape en Tchécoslovaquie. Après la suppression progressive de toutes les libertés élémentaires, après la chasse aux sorcières déclenchée dans les usines et les universités contre ceux qui osent encore se réclamer à haute voix du printemps de Prague, le gouvernement vient de procéder à des arrestations massives.

Il est évidemment difficile de se faire une idée exacte de l'ampleur de cette vague d'arrestations. On parle cependant d'ores et déjà de près de deux mille personnes.

Pour justifier cette aggravation de la répression, la ministère de l'Intérieur tchèque déclare « avoir démasqué une organisation illégale, hositle à l'Etat, visant à perturber le processus de consolidation et à créer des crises politiques » et de surcroît « se réclamant des idées trotskystes ».

Il parait fort peu probable qu'il existe en Tchécoslovaquie un mouvement trotskyste ayant l'importance que lui accorde le ministère de l'intérieur, d'autant plus que le qualificatif de «trotskyste» est généralement employé par les tenants du stalinisme comme l'injure et la calomnie suprême contre toute opposition, quelles que soient par ailleurs les idéaux dont celle-ci se réclame.

Mais ce qui est sûr, ce que confirment encore ces arrestations, c'est qu'il existe une opposition active qui n'admet ni l'asservissement du gouvernement tchécoslovaque, ni la mainmise russe sur le pays, ni l'aggravation de la dictature. Et malgré la répression, le gouvernement Husak n'en arrive pas au bout.

Il y a un an, Prague tout entier accompagnait la dépouille de Jan Palach. (U.P.I.)

Selon toute probabilité, en arrêtant près de deux mille personnes peu avant l'anniversaire du suicide de protestation de l'étudiant Jan Palach, le ministère de l'intérieur voulait, par ailleurs, éviter que cet anniversaire soit l'occasion de nouvelles manifestations contre le gouvernement.

Certes, il n'y eut pas de défilés, ni des meetings de protestation. Néanmoins, et malgré les mesures d'intimidation, malgré l'arrestation des meneurs ou supposés tels, plusieurs centaines de personnes se sont rendues à la tombe de Jan Palach. Malgré tout, il y eut des Tchèques pour manifester qu'ils ne se résignent pas.

Quand Brejnev flirte avec Franco

VA-T-ON vers le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Espagne et l'URSS ? Pour la première fois, depuis l'instauration du franquisme, un ministre des affaires étrangères espagnol s'est rendu à Moscou pour y avoir un entretien avec une haute personnalité du ministère des affaires étrangères soviétique. Si le fait vaut d'être souligné, il ne marque pas un brusque tournant dans l'orientation de la diplomatie espagnole.

Depuis quelques temps, déjà, l'Espagne entretient des relations consulaires et commerciales avec d'autres pays de l'est : la Roumanie, qui a certes pris quelques distances avec le grand frère soviétique, mais aussi la Pologne et la Hongrie. Et depuis au moins deux ans, les relations hispano-soviétiques se sont elles-mêmes grandement améliorées : des facilités portuaires ont été accordées aux navires soviétiques dans les ports espagnols, tandis que l'Espagne recevait la visite de troupes artistiques soviétiques.

La diplomatie espagnole ne limite d'ailleurs pas sa volonté d'ouverture aux pays de l'est. Des contacts ont eu lieu avec le Mexique, autre pays qui ne reconnaissait pas le régime franquiste. Le ministre des affaires étrangères a rencontré diverses personnalités du Marché commun. Comme on peut le constater, l'offensive est d'envergure. Elle exprime le désir du gouvernement espagnol de ne plus rester en marge. Elle correspond à l'arrivée au gouvernement des « économistes », des « technocrates », comme on les désigne souvent, de l'Opus Dei, qui y ont pris la place de phalangistes, tenants d'une tradition que les éléments les plus dynamiques de la bourgeoisie espagnole estiment dépassée. Cette orientation nouvelle de la politique étrangère espagnole était inscrite dans le dernier remaniement ministériel du gouvernement du général Franco. Elle ne constitue donc pas une surprise.

Plus surprenante peut paraître, pour certains, l'attitude du gouvernement soviétique. Ne s'est-il pas posé, pendant plus de trente ans, comme l'ennemi juré de la dictature franquiste, tandis qu'en face, en Espagne, les communistes croupissent dans les prisons du régime ?

Et pourtant, l'attitude présente de la diplomatie soviétique s'inscrit, elle aussi, dans la logique de la politique de la bureaucratie. Le refus de reconnaître le régime de Franco, geste publicitaire et symbolique, ne correspondait nullement à la volonté, de la part des bureaucrates du Kremlin, de soutenir les luttes révolutionaires du peuple espagnol. Ni durant la guerre civile, ni après, l'URSS n'a défini sa politique à l'égard de l'Espagne en fonction des intérêts de la révolution socialiste en Espagne, ni même en fonction des intérêts du Parti Communiste Espagnol. Ce qui lui a dicté sa conduite, ce sont uniquement ses intérêts diplomatiques et économiques. Le rapprochement diplomatique en cours a l'air, d'ores et déjà, de se traduire par un assouplissement de l'attitude politique de l'URSS à l'égard de l'Espagne franquiste.

Le journal « **Le Monde** » signale que les émissions de Radio-Moscou à destination de l'Espagne avaient pris un tour plus « neutre » depuis le début de l'année.

C'est, sans doute, aussi ce qu'a compris un dirigeant franquiste, Romero, qui affirme dans l'organe national des syndicats, que le maintien des relations avec les pays de l'est pourrait permettre de faire obstacle à l'action « subversive menée aujourd'hui contre l'Espagne par le communisme ; l'établissement de relations officielles avec les pays d'où cette action est lancée, permettrait de se servir de moyens propres à la diplomatie pour y mettre un frein ».

On ne peut pas être plus net !

L'ÉVASION DE 10 MEMBRES DE L'E.T.A. :

le pays basque contre Franco

CE n'est que le 12 janvier que la presse française a appris l'évasion survenue 1 mois plus tôt, de 10 détenus politiques de la prison modèle de Bilbao. Les 10 évadés, réfugiés secrètement en France ont demandé le droit d'asile politique aux autorités officielles.

Ils attendent la réponse pour sortir de la clandestinité qui les protège encore.

Ces 10 hommes dont quatre prêtres sont tous, des jeunes basques, militants de l'ETA («le Pays Basque et la liberté »). Quatre d'entre eux étaient passibles de la peine de mort, les autres encouraient de longues peines de prison.

Arrêtés au printemps dernier, ils ont été torturés en attendant d'être jugés et, selon le journaliste qui a pu s'entretenir avec eux, moyennant les précautions d'usage, la plupart d'entre eux auraient perdu leurs dents et leurs cheveux. Mais cela c'est l'histoire des geôles franquistes et de l'implacable système répressif espagnol. Pour ces hommes, c'est déjà le passé.

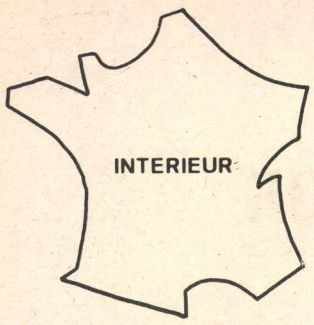
L'avenir, il est peut-être déjà tout entier dans l'histoire de leur évasion. On connaît mal encore les détails. « Dans la prison modèle de Bilbao, rapporte la presse, une galerie de huit mètres, avait été creusée en 45 jours. Le 11 décembre, à l'extérieur des groupes armés de l'ETA prirent position autour de la prison, tandis que les dix détenus politiques s'évadaient, suivis par cinq droit commun qui ont préféré rester en Espagne ». Mais ce qui est certain, c'est qu'un tel exploit ne peut s'expliquer simplement par l'audace et la maîtrise des commandos de l'ETA. Pour réussir cette évasion et pour faire passer la frontière aux dix évadés, il a fallu non seulement de nombreuses complicités mais surtout le soutien actif ou la neutralité bienveillante de la population. Il a fallu et il faut encore que des yeux se ferment et que des bouches se taisent, sans parler de toute cette solidarité diffuse qui suscite spontanément les gestes d'entr'aide envers les Basques pourchassés et d'hostilité manifeste envers les guardias et autres flics du gouvernement de Madrid.

La liste n'est pas très longue, mais elle correspond à chaque fois à des circonstances historiques qui annoncent que l'ère des geôliers touche à sa fin, que loin d'être isolés, les groupes de combattants représentent la volonté de lutte et l'espoir de milliers de gens.

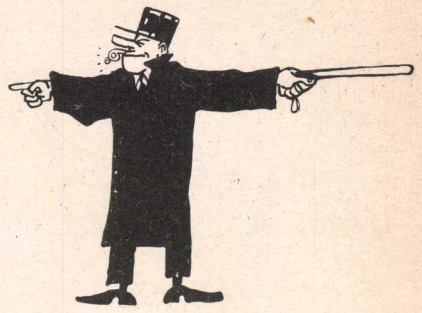
La réussite du coup de main de l'ETA, est plus que tout autre chose, le degré de conscience du peuple basque et l'état de rébellion morale dans lequel il se trouve vis-à-vis du franquisme. Dans la guerre ouverte qui oppose les gens d'armes du gouvernement espagnol et les organisations de lutte basques la population a choisi son camp. Et l'immense appareil de répression franquiste n'y pourra plus rien si ce n'est précipiter sa propre perte.

Contre toute une population, ils ne peuvent pas grand-chose.

De tels coups de main doivent autant, plus peut-être, à la sympathie agissante de la population qu'à la technique si étudiée soit-elle. L'histoire en a connu de semblables, dans des occasions bien précises : mouvements de résistance pendant la dernière guerre mondiale, lutte des commandos israéliens contre les Anglais en Palestine, actions armées du FLN contre les prisons d'Algérie, etc. La



Mémé pépé-gre...



DECIDEMENT, ni la police, ni la justice ne sortiront particulièrement grandies du procès Guérini. D'une part, parce que les débats n'ont cessé d'illustrer les curieuses relations qui existent entre le milieu et ceux qui sont censés le combattre, et d'autre part, parce que ce procès, qui succède à une si longue période de protections occultes et multiples, se termine par un verdict qui appelle tout de même quelques réflexions.

C'est ainsi que Fillot, déclaré innocent, aura été acquitté après 30 mois de détention préventive, et qu'on a manifestement fait endosser aux autres accusés une cote mal taillée, en les condamnant pour complicités dans un meurtre dont les auteurs restent officiellement inconnus.

Il n'est certes pas question de pleurer sur le sort des membres du clan Guérini. Chacun sait, et cela n'est sans doute pas étranger à la décision des jurés, que quelles qu'aient été leurs responsabilités personnelles dans le meurtre de Mandroyan, ce n'est pas des enfants de chœur qui étaient sur le banc des accusés, et que la plupart d'entre eux en avaient sans doute assez lourd sur la conscience pour justifier n'importe quel verdict.

Mais il n'en demeure pas moins que toute cette affaire n'aura pas contribué à réhausser le prestige des autorités judiciaires et policières, pas plus que celui de l'administration ou des milieux politiques de ce pays. Et ce n'est finalement que « justice », parce que les faits que le procès Guérini a dévoilés ne sont pas des exceptions, mais seulement une illustration des mœurs ordinaires de notre Ve dure et pure.

Amenés à commenter tout cela, les journalistes de la grande presse ont d'ailleurs dû apprendre à nager dans ce bourbier en évitant de multiplier les éclaboussures,

Au procès Guérini, la justice « éclaboussée ».

ce qui a donné lieu à de biens curieux exercices de style.

C'est ainsi qu'évoquant l'épisode au cours duquel « Mémé » avait mis les policiers à la porte de sa boîte de nuit en les menaçant de sanctions administratives, **France-Soir** écrivait, sans rire, dans son numéro du 17 janvier : « Il y a, comme ça, des moments dans la vie d'un homme arrivé, où il ne sait pas qu'il est allé trop loin... Pour la police, l'affaire est comptabilisée. Elle attend dix ans ». Quand au **Monde** du même jour, il a trouvé cette intéressante formulation : « ... il faut savoir qu'à Marseille, l'appui qu'apporte tel clan à telle personnalité est aujourd'hui plus subi que sollicité... ». Pauvre Defferre et pauvre Comiti, qui ne peuvent même pas compter sur la police pour les débarrasser des assiduités des truands !

Voilà donc ceux qu'on a pudiquement appelé les « agents électoraux » du clan Guérini, en prison pour quelques années, à moins qu'une cassation et qu'un nouveau jugement ne les rendent prématurément au trottoir marseillais. Et quels que soient les innombrables trafics dont ils se soient, par ailleurs, rendus coupables, rien que pour les « dérouillées » infligées aux militants et aux colleurs d'affiches de gauche, on aurait tendance à penser qu'ils y sont à leur place.

D'ailleurs, notoriété oblige, le chef du clan, «Mémé», s'est assuré, au procès, le mot de la fin en s'écriant pathétiquement : « Elle est belle, la France ! ».

T'as raison Mémé. Mais çà t'apprendra à avoir joué pendant des années, les hommes de main des hommes au pouvoir. Et leur France, t'en es aujourd'hui le symbole.

(Nos lecteurs trouveront en page 23 d'autres commentaires sur le procès Guérini.)

Quand l'ambassadeur de l'Union Sud-Africaine vient rendre visite à la C. E. M. (Le Bourget)

MARDI 13 janvier, l'Ambassadeur d'Afrique du sud est venu rendre visite à l'usine de la C.E.M. L'objet de la visite : une turbine pour centrale électrique que la C.E.M. fabrique pour l'Afrique du sud.

L'ambassadeur venait, accompagné de toute une suite d'officiels français, de journalistes, etc.

La direction de l'usine avait, à cette occasion, fait partir le personnel une heure plus tôt. Et en plus, elle avait fait repeindre les ateliers, mis des plantes vertes, invité les employés modèles à seconder les hôtesses pour servir le champagne. Donc tout le monde devait être content.

Mais tous ces préparatifs ne pouvaient faire oublier ce que représente l'Afrique du sud : la surexploitation des ouvriers noirs, l'Apartheid, l'emprisonnement, la torture et l'assassinat des Noirs qui osent lever la tête et des Blancs qui les soutienent.

C'est pourquoi des sympathisants de **Lutte Ouvrière** étaient présents à la sortie de 16 h 30 pour diffuser un tract : « Face à l'union internationale des exploiteurs, solidarité internationale des travailleurs ».

En même temps, une pancarte illustrée proclamait : « Liberté pour nos frères Noirs d'Afrique du sud » et une banderolle « A bas l'Apartheid, vive la solidarité internationale des travailleurs». L'accueil des travailleurs fut très sympathique. Les policiers en gants blancs et fourragères n'intervinrent pas autrement que par leur présence.

Le cortège officiel passa, en voiture devant pancartes et banderolles.

Bien sûr, ce fut bien peu de chose et l'internationalisme prolétarien exige des actions d'une autre envergure, mais au moins il n'était pas inutile, face à ces brigands, exploiteurs de France et d'Afrique du sud, de manifester notre solidarité de classe et de leur rappeler que travailleurs noirs et blancs, nous étions tous unis par delà les frontières, contre notre ennemi, le capitalisme.

Comité d'accueil pour l'ambassadeur devant la C.E.M. : ouvriers et flics. Ils ne sont pas là pour le même motif !

A Montbéliard :

Les prix montent dans les foyers de jeunes travailleurs

DANS le pays de Montbéliard, le mécontentement est grand parmi les jeunes travailleurs résidant dans les A.L.T.M. (Association pour le Logement des Travailleurs du pays de Montbeliard).

La pension mensuelle de 360 F (contre 270 F, il y a deux ans, soit 33 % d'augmentation) comprend le loyer de la chambre et 25 tickets de repas imposés dans le tarif. Financièrement, ces 360 F se décomposent ainsi :

184 F pour la chambre, 80 F de forfait restaurant, 96 F attribués aux tickets restaurant.

Un bref calcul donne plus de 7 F pour le prix d'un repas. Et il s'agit d'une « œuvre » subventionnée par des organismes d'Etat tel le secrétariat à la Jeunesse et par Peugeot. Qu'est-ce que cela serait si elle ne l'était pas !

En fait pour être logé et nourri, Il faut débourser dans les 550 F, car ces 25 tickets de repas par mois, ça ne nourrit pas son homme.

A Baulieu, à Audincourt, à Hérimoncourt, Peugeot paye moins qu'à Sochaux même, et beaucoup d'entre-nous gagnent autour de 900 F par mois. Aussi à l'annonce de la nouvelle augmentation de la pension aux ALTM, les résidents du foyer Les Buis (ils sont 280) décidèrent de boycotter le repas. Tout le monde ou presque, suivit le mouvement : à midi ce jour-là, aucun repas ne fut servi. Le soir, 5 personnes seulement allèrent au réfectoire et à une réunion tenue le soir même, six délégués furent élus par les résidents pour y voir clair et organiser le mouvement. Une réunion fut décidée pour le samedi suivant avec l'appui des résidents des 3 ALTM de la région (Bethoncourt, Grand Charmont et Les Buis). Il s'agissait d'une confrontation entre les résidents et l'administration.

Il n'y eut pas de résultats notables à cette réunion car à chaque question que les résidents posaient concernant la gestion des foyers, les administrateurs gestionnaires s'esquivaient. Et qu'auraient-ils pu répondre ? Ils sont au service, qu'ils le veuillent ou non, et quelle que soit leur bonne volonté, de Peugeot. L'ALTM doit - aux termes d'un contrat passé lors de sa création - fournir 80 % de ses chambres aux travailleurs de chez Peugeot, non pour leur rendre service mais pour mettre de la main-d'œuvre à la disposition de Peugeot.

C'est en quelque sorte une subvention que les organismes d'Etat accordent à Peugeot - et non aux travailleurs de Peugeot : nuance !

Donc, si les crédits et subventions sont insuffisants, c'est à Peugeot de se débrouiller pour les faire augmenter ou payer sur les fonds, ce qui manque. Mais ce n'est pas aux résidents d'en subir les conséquences... ni d'essayer d'aider Peugeot à gérer ses « usines à dormir et à manger » que sont les ALTM.

Beaucoup d'entre-nous songent à une grève des loyers, mais cela doit s'organiser.

A Aubervilliers :

Les gauchistes manifestent contre les foyers-cercueils... et le P.C.F. contre les gauchistes !

SAMEDI 10 janvier, une vingtaine de membres du Parti communiste français pourchassaient les diffuseurs d'un tract de la Cause du Peuple, au marché de la Mairie d'Aubervilliers.

Le Parti communiste français n'admettait pas que l'on ose agiter le problème du « Foyer » pour travailleurs africains de la rue des Postes (foyer où il vient d'y avoir cinq morts par asphyxie).

Samedi 17, des camarades de La Cause du Peuple, **aidés par d'autres jeunes du Lycée et du CET, diffusaient un tract informant de la grève des loyers entamée par les travailleurs noirs de ce même foyer.**

Les fiers à bras du PCF refirent leur glorieuse apparition, donnant des coups de poing et arrachant les tracts. Mais cette fois, ils eurent droit à une riposte vigoureuse et finalement ils durent faire marche arrière et aller se réfugier à la Bourse du Travail toute proche. Un peu moins courageux quand il s'agissait de recevoir la réponse à leurs coups que quand il s'agissait de frapper à dix contre un jeune adolescent.

Comme par hasard, quelque temps plus tard, les flics faisaient leur apparition, matraquaient les jeunes et arrêtaient dix personnes.

Il est à remarquer que si la municipalité et la section du PCF d'Aubervilliers n'ont rien su faire contre le scandale des foyers-taudis, ils ont su, en quelques minutes, mobiliser une vingtaine des leurs pour faire la chasse aux gauchistes, alors qu'à un meeting de protestation contre le scandale qui coûta la vie à 5 travailleurs africains, ils réunissaient 12 personnes.

Les révolutionnaires d'Aubervilliers, de toutes tendances, sauront imposer, avec l'aide de la population qui juge d'un mauvais œil la collusion PCF-police, le respect de la liberté d'expression. Ils viennent de montrer qu'ils en étaient capables.

Les smigards deviennent les smicards

LE journal officiel vient de publier la loi du 2 janvier 1970 portant réforme du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (S.M.I.G.) et création d'un Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (S.M.I.C.).

Ainsi, l'an I de la « Société Nouvelle » de Chaban s'ouvre-t-il sur du « social » ! Mais sur du social des plus hypocrites ! Car si les « instances économiques supérieures » et le Gouvernement ont jugé bon de reformer le S.M.I.G. afin d'éviter que l'écart entre l'évolution du salaire minimum et celle des salaires moyens ne se creuse trop et n'aboutisse, comme après la lutte de mai 68, à la nécessité de « rattrapages brutaux » (Le S.M.I.G. était passé de 420 F à 580 F, soit une augmentation de 35 %), c'est-à-dire à de lourdes « surcharges instantanées » beaucoup plus « dangereuses » pour certaines entreprises qu'une progression équivalente étalée dans le temps, les travailleurs les plus défavorisés que sont les ex-smigards, eux, n'en seront pas assurés pour autant d'avoir un salaire correspondant à leurs besoins.

De beaucoup s'en faut. Derrière les formules ronflantes du genre : « Le S.M.I.G. assurera aux salariés dont les rémunérations sont les plus faibles la garantie de leur pouvoir d'achat et une participation au développement économique national », ou encore : « Le S.M.I.G. permettra de substituer à la notion statique de minimum vital garanti la notion dynamique de salaire minimum avec le développement économique », il n'y a que du vent. Et si, encore une fois, les dirigeants de notre « nouvelle société » nous parlent de changement et de mouvement, n'oublions pas que pour eux, le « mouvement » n'est concevable que dans la « continuité ». Et dans le cas présent, c'est encore la continuité qui l'emporte.

Au départ déjà, contrairement à ce que certains espéraient, le taux horaire du S.M.I.G. n'est pas relevé : il reste ce qu'était celui de l'ancien S.M.I.G., c'est-à-dire 3,27 F de l'heure .

Et comment évoluera-t-il ? En partie, comme auparavant, c'est-à-dire en fonction de l'évolution d'indices de prix truqués. Et si on nous promet que cette réévaluation sera effectuée, non plus tous les deux mois, mais tous les mois, on se garde bien, et pour cause, de promettre des indices de référence moins truqués. D'autre part, et c'est là « l'innovation », une réévaluation supplémentaire du S.M.I.G. se fera tous les premiers juillet de l'an, en fonction de la « croissance de l'économie », appréciée d'après... les « Comptes de la Nation ». Quand on sait comment ces Messieurs du Gouvernement tiennent leurs comptes, il n'y a pas lieu d'être optimiste. Sans compter qu'ils ont tout prévu et en outre que, dans les cas où « une augmentation correspondante aux données économiques ne pourrait être réalisée facilement », le gouvernement s'arrogerait le droit de freiner l'évolution du S.M.I.G.

Aussi, pour que les privilégiés de la « Nouvelle Société », les quelques deux millions de travailleurs industriels et agricoles qui gagnent 580 F par mois, soient certains que leurs salaires augmenteront malgré la nouvelle réforme du S.M.I.G., le gouvernement leur offre-t-il un lot de consolation : la promesse que le S.M.I.C. n'évoluera pas de moins de 50 % de l'évolution des autres salaires ; autrement dit que la dégradation de leur pouvoir d'achat ne sera pas supérieure de 50 % à la dégradation du pouvoir d'achat des autres salariés ! Espérons que les « smicards » lui en seront reconnaissants !

CARBONE-LORRAINE (Gennevilliers)

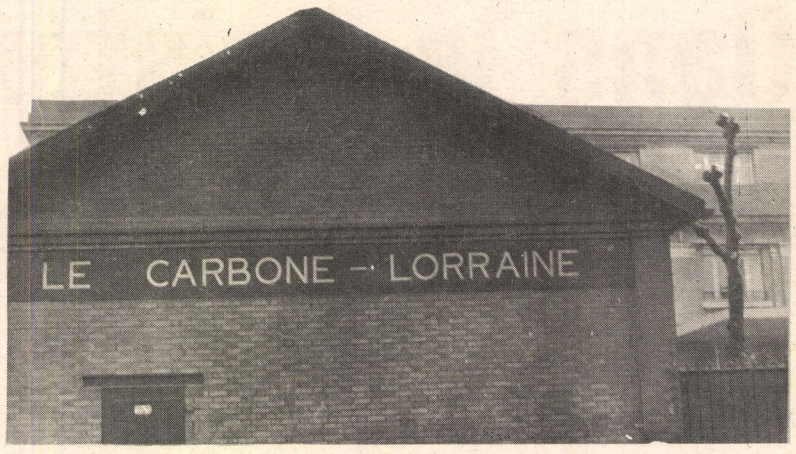


Photo L.O.

L'intéressement du patron au salaire de ses ouvriers

DEPUIS la grande trouvaille de l'ex-général Président, la participation est à la mode. Et parmi les patrons, c'est à qui a la meilleure formule — meilleure, c'est-à-dire qui a le mérite d'être la plus intéresssante pour eux. Et au Carbone Lorraine, la direction ne voulant pas être en reste s'est attaquée à la question.

En effet, lors du dernier C.C.E. (Comité Central d'Entreprise) qui s'est tenu en décembre 1969, la direction du Carbone a communiqué le résultat de ses élucubrations : comme par hasard le Carbone Lorraine fait trop peu de bénéfices pour être concerné par la loi d'intéressement.

Cela n'a pas découragé la Direction qui a décidé de « s'occuper » de ses ouvriers en leur proposant une participation maison.

Une retenue... sur le salaire

Pour ceux des travailleurs qui le désireraient, une certaine somme d'argent serait automatiquement retenue chaque mois... sur leur salaire !

Cette somme, à laquelle aucun travailleur ne pourrait toucher avant 5 ans, serait gratuitement gérée par la direction (vous ne rêvez pas) : elle lui servirait pour ses investissements et au bout de 5 ans les travailleurs se la redistribueraient avec les intérêts en plus.

La Direction envisage dans un proche avenir de faire un referendum sur ce problème.

Quant à la réaction des travailleurs après cette bonne nouvelle, elle s'est traduite par une bonne crise de rigolade avec des réflexions du genre : « ça y est les copains, nous aussi on devient des actionnaires ! » etc.

Le moins qu'on puisse dire c'est que ces propositions de participation n'ont pas soulevé l'enthousiasme dans l'usine.

Correspondant L.O.

PEUGEOT :

Quand les O.S. deviennent créanciers du patron

SI les travailleurs qui se rendent à Billancourt tous les matins sont désormais des « actionnaires Renault », ceux qui travaillent chez Peugeot seront désormais des « créanciers de l'entreprise ». Ainsi, dès Vendredi matin, 2 Janvier, plus de 30 000 créanciers sont venus aux usines de Sochaux, exercer leur « droit de créance sur leur employeur ».

Non, ce n'est pas la bonne blague du nouvel an que l'on raconte dans la région. Ce sont les termes mêmes du texte officiel sur « la Participation des salariés aux fruits de l'expansion ».

Ce texte a été signé le 19 décembre à Paris entre la Direction Générale Peugeot et trois syndicats : F.O. - C.G.C. et C.G.S.I. (syndicat indépendant) sur cinq présents la C.G.T. et la C.F.D.T., présents aux discussions refusant de signer.

Les travailleurs de chez Peugeot ont appris à cette date la nouvelle avec la plus grande indifférence. Quant à la radio, et aux journaux ; ils n'ont pas ménagé éloges et applaudissements...

En bref, il s'agit d'une nouvelle prime pour les travailleurs. Mais voilà, pas n'importe quelle prime...

Un taux « jamais atteint »

Chaque année, la Direction ouvrira un compte courant pour chaque travailleur et inscrira à ce compte une certaine somme qui sera les 2,152 % de son salaire annuel de l'année précédente. Ainsi un O.S. aura 250 F environ sur son compte pour l'année 1968.

Seulement, ce compte est bloqué pour 5 ans. C'est-à-dire qu'il ne peut y toucher avant 5 ans ...mais qui va y toucher ? Le patron bien sûr. Peugeot se propose de gérer ce capital des travailleurs qui dort dans des milliers de comptes, et qui, notons-le, est exonéré d'impôt...

Ainsi, les ouvriers prêtent leur argent à leur patron ! En échange, chaque année suivante, Peugeot versera sur chaque compte un intérêt de 8 %, taux « jamais atteint » dans tous les accords de participation !... C'est ce chiffre qui a provoqué l'admiration de la presse...

Bien sûr, cet intérêt est aussi bloqué et augmente chaque année le capital de départ. Mais pendant 5 ans, c'est d'abord le patron qui touche à ces 8 % !

En somme, le patronat, pendant 5 ans, pourra faire fructifier une fraction de ses bénéfices sans payer d'impôt dessus. Cela compensera largement ce que la Direction devra donner dans 5 ans, et ensuite chaque année, à chaque travailleur, soit de 300 à 350 F environ à un O.S.

Correspondant L.O.

BABCOCK-ATLANTIQUE

Contradictions...

LE bulletin patronal de l'entreprise Babcock - Atlantique, dans son numéro de décembre 1969, se livre à un récapitulatif des activités de la société. Avec une certaine fierté, la direction écrit : « En 1968, nous avions enregistré un montant de commandes très élevé (près de 800 millions de francs). S'il était raisonnable de prévoir qu'un tel niveau, dû à de nombreuses commandes de l'E.D.F. et à l'exportation, ne se maintiendrait pas cette année, le montant des commandes que nous enregistrons en 1969 demeura nettement supérieur à celles qu'auraient enregistrées séparément les Chantiers de l'Atlantique et la Société Française des Constructions Babcock et Wilcok. Ainsi se trouve confirmé le succès de l'opération ».

Mais, par un coup de baguette magique, ce cri de victoire disparaît en jérémiade dans le rapport du Comité d'Entreprise où on peut lire : « Le Président rappelle que la Société n'ayant fait aucun bénéfice au titre de l'exercice 1968, il n'y a aucune urgence à étudier le choix de l'option dans le cadre de l'ordonnance du 17-8-67 ».

On pleurerait presque. A ce rythme, la B.A. devrait sûrement bientôt fermer ses portes ! Mais rassurons-nous, il y a une explication aux malheurs de la B.A. Elle a dépensé des milliards cette année... pour acheter les Chantiers de l'Atlantique et pour moderniser son matériel.

Correspondant L.O.

Dans le Finistère le chômage s'étend

DANS le Finistère comme ailleurs, les diverses mesures prises par le gouvernement dans le cadre de son plan d'austérité frappent une fois encore les classes laborieuses. Mais elles sont ici d'autant plus sévèrement ressenties que la dégradation de la situation de l'emploi était déjà sensible bien avant qu'elles ne soient édictées. Voilà, à titre d'illustration, quelques exemples de cette dégradation.

Des licenciements...

— A Quimper, la Direction des Nouvelles Galeries décide de licencier 64 des 113 employés qui constituent son personnel... et déclare limiter désormais son ambition au maintien de l'effectif restant.

— Encore à Quimper, la Direction de la crêperie Locmaria décide de mettre en chômage partiel 12 de ses employés. Il faut signaler que 8 autres employés avaient été licenciés à la fin de novembre dernier. On craint de plus que l'implantation d'une usine plus moderne à Dinan n'entraîne à brève échéance la fermeture de celles de Quimper.

— Toujours à Quimper, et à Pont-Labbé — entre autres — des entreprises du bâtiment «libèrent» près de la moitié de leur personnel. D'autre part, de nombreuses autres entreprises travaillent actuellement avec un déficit bancaire et pourraient être contraintes, d'ici peu, à déposer leur bilan.

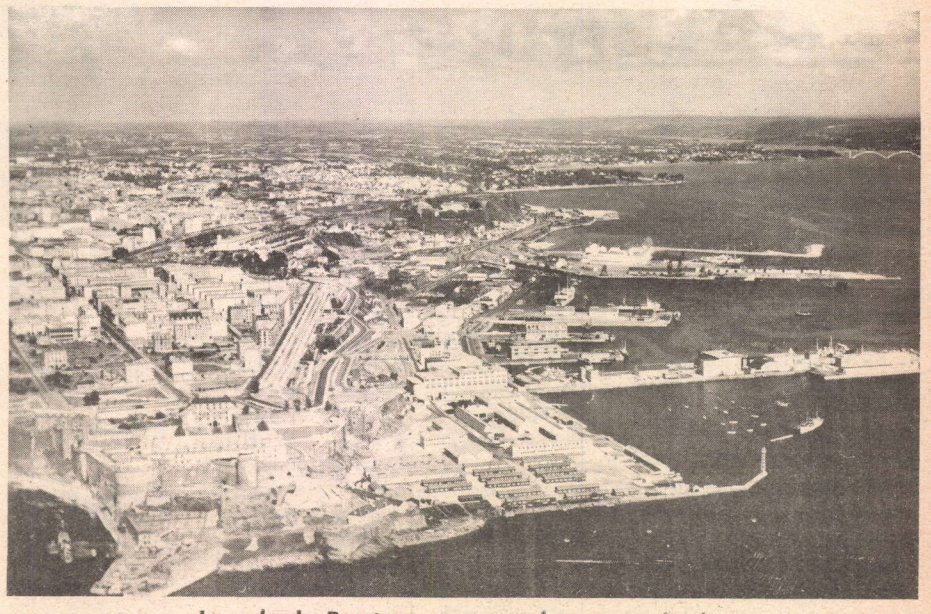
... et des fermetures d'usines

Ajoutons que le nombre de logements mis en chantier en novembre 1969 est pour la Bretagne entière inférieur de 33 % à celui de novembre 1968 (1948 en 69 contre 3.024 en 68), que le bâtiment demeure l'industrie motrice de notre région, et nous aurons une idée de l'avenir qui lui est réservé.

— A Penmarch Saint-Guénolée, l'usine Amieux (conserverie) ferme ses portes le 31 décembre, licenciant 85 personnes. L'évolution de l'emploi dans cette ville est d'ailleurs particulièrement significative : Penmarch, qui comptait il n'y a pas si longtemps 11 usines de conserves employant 1.500 personnes, n'en compte plus maintenant que 2, employant 250 ouvrièrs...

D'autre part, la fermeture de l'usine Amieux inquiète beaucoup les pêcheurs sardiniers qui lui vendaient une grosse partie de leurs pêches (Saint-Guénolée est le 3e port sardinier de France).

— A Pont-de-Buis, la poudrerie demeure ouverte puisque le gouvernement a décidé de reporter à avril la discussion du projet de loi élaboré à ce sujet par le ministère de la Défense ; néanmoins, ce n'est pas sans inquiétude que l'on constate que cet établissement ne figure pas parmi les cinq qui doivent être maintenus.



La rade de Brest ne verra pas les super-pétroliers.

— A Brest, enfin les compressions de personnel se poursuivent à l'Arsenal que l'on s'apprête à transformer en société d'économie mixte, et, à plus long terme, en entreprise privée. On se contente pour l'instant, de ne pas pourvoir les postes laissés vacants par les départs en retraite normaux ou anticipés. De cette façon, ce sont plus de 250 emplois qui seront supprimés cette année encore à l'Arsenal.

Une industrialisation qui se fait attendre

Comme on peut le juger, l'avenir n'apparaît pas rose dans le Finistère, et il n'est pas étonnant que 3.000 jeunes abandonnent chaque année le département. En effet, à ces licenciements s'ajoute la masse de jeunes agriculteurs qui sont contraints de quitter la terre : durant ces six dernières années, le Finistère a perdu un exploitant agricole sur quatre et un salarié agricole sur trois, c'est-à-dire nettement plus que la moyenne nationale.

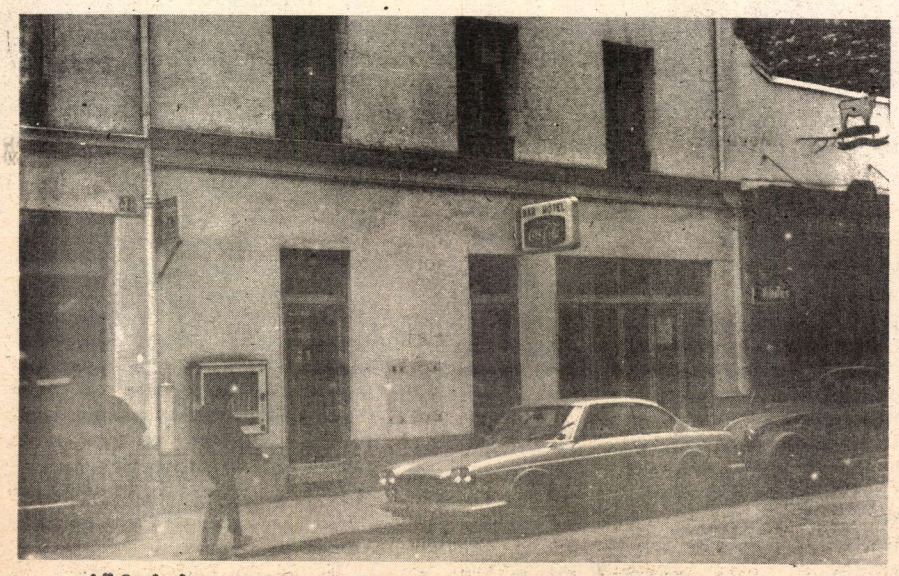
Pendant ce temps, l'industrialisation est au point mort. On nous faisait miroiter, depuis des années, la perspective de l'installation d'un port pétrolier à Brest : les trusts pétroliers ont jugé plus rentable de choisir Le Havre. Quant à l'industrie sidérurgique que certains voyaient déjà implantée à Brest, c'est à Marseille qu'elle s'installera.

On peut constater à travers ces exemples ce que recouvrent les grandes et belles phrases gouvernementales sur la régionalisation.

(Correspondant L.O.)

Les joies de la capitale pour un postier breton

EN province l'administration des P.T.T. garde sur place les auxiliaires qui, ne voulant pas s'exiler, ne passent pas le concours et envoie à Paris les titulaires pour un stage d'un an... qu'elle dit ! Car parfois, 6, 8 ou 10 ans après, on retrouve les mêmes, attendant toujours leur mutation.



L'hôtel des postiers aussi triste dehors que dedans. (Photo L.O.)

Du foyer d'accueil...

Evidemment, rien n'est fait à Paris pour donner aux provinciaux l'envie d'y rester. Au départ, on leur promet monts et merveilles : foyers d'accueil, logements à bon marché, etc. A l'arrivée, la réalité est toute différente. Les « foyers d'accueil » ? Peut-on appeler ainsi ces « bahuts » où il faut rentrer à 22 h 30 de peur de passer la nuit à la belle étoile, où un « pion » regarde sous les lits pour voir s'il y a de la poussière et ouvre indiscrètement les placards pour vérifier si les affaires sont bien rangées !

De toutes façons, si on a la « chance » d'y trouver une place, on y reste au maximum trois mois. Après, c'est la recherche d'une chambre. Aux « Services Sociaux », rue Vergniaud, on peut avoir des adresses, s'il en reste. Encore ces chambres sont-elles fort chères et très peu confortables. Un postier arrivé de Rennes au tri Montparnasse est tombé de la lune : on lui a offert de partager une petite pièce avec un camarade pour 230 F par mois (son salaire est de 700 F environ) !

... à l'Hôtel des Postiers

La troisième solution, c'est l'hôtel des postiers. Rue Cambronne, un de ces hôtels est tout en bois. On y loge à 3 dans une pièce de 3 m sur 4 sans fenêtre. C'est une chance si de temps à autre le robinet d'eau chaude arrive à marcher. Chacun des trois habitants paie 100 F pour ce minimum d'espace vital. En outre, un véritable scandale : pas d'escalier de secours. Rien de prévu en cas d'incendie.

Pour les jeunes mariés, ce n'est guère mieux. Ils doivent attendre trois ou quatre ans un logement promis par l'administration. En l'attendant, les conditions sont les mêmes que pour les autres.

On imagine aisément dans ces conditions que les postiers venant de Brest ou de Montpellier aient envie d'y retourner. La vie y est tout de même moins difficile et puis on y est moins seul !... Mais là-bas il n'y a pas de travail pour eux.

(Correspondant L.O.)

avec les travailleurs immigrés

Berliet sur les traces de Citroën

DANS la région lyonnaise, l'exemple de la discrimination envers les travailleurs immigrés vient d'en haut puisque c'est Berliet, la plus grosse entreprise de la région, qui le donne. En effet, par l'intermédiaire de l'Office National d'Immigration, Berliet a fait venir 200 Tunisiens de leur pays pour les employer dans ses usines de Venissieux.

(Photo L.O.)

Et là, il n'est tenu aucun compte de leur qualification : que certains aient un brevet de technicien, que d'autres soient ouvriers professionnels, Berliet l'ignore et les emploie comme O.S. ou comme manœuvres. Après son absorption par Citroën, Berliet commence-t-il à s'inspirer de ses méthodes ?

Un hall d'usine comme foyer...

Un autre scandale est la manière dont Berliet a tenu ses promesses concernant leur logement. A leur arrivée en France, ces travailleurs se voient promettre un logement. En attendant, on les parque dans un foyer « provisoire » : un provisoire qui dure depuis 5 mois pour certains. Et qu'est ce foyer ? Un vaste hall d'usine désaffecté (Tissmétal à Lyon-Vaise) où s'entassent 200 lits alignés sur 2 étages et 4 rangées. Ce hall est mal chauffé par 8 poëles à mazout, qu'on arrête le soir à 21 heures. Pas d'eau chaude, ni douche ; pour leur toilette, seulement 8 robinets d'eau froide; le tout pour la somme de 60 F par mois.

...des repas presque froids...

Pour la nourriture, elle est transportée de la cantine Berliet jusqu'à Vaise, où elle arrive presque froide. Sur place, il n'y a rien de prévu pour chauffer le moindre plat, ces repas sont donc à moitié inconsommables. De plus, il est interdit à ces travailleurs de faire la moindre cuisine pour eux-mêmes et ils se font cuire des œufs durs en cachette sur les poëles à mazout. Avec le prix des « repas », le montant de la pension dans ces conditions déplorables se monte à 375 F. par mois !

...mais pas de ramassage

Si l'on ajoute que certains de ces travailleurs ne peuvent utiliser le ramassage par les cars de Berliet et doivent dépenser 3 F par jour pour aller travailler, on voit que pour ces camarades, la société française montre le visage d'une société d'exploitation et de racisme.

Correspondant L.O.

accidents du travail

S.N.C.F. (DIJON)

Le mépris de la vie humaine

VENDREDI matin, 2 janvier vers 10 heures, en gare des Laumes, un homme d'équipe traversait les quais en tirant un lourd chariot de colis ; une loco qui arrivait au même moment a accroché le chariot ; notre camarade a été projeté et grièvement blessé.

Bien sûr on peut dire : « Si le chariot n'avait pas été si lourd, si notre camarade avait fait attention, si la loco avait ralenti, si... si... en somme c'est une question d'erreur d'appréciation, de mauvais hasard... ».

Et bien non ce n'est pas le hasard ! A la S.N.C.F. on cotoie perpétuellement le danger ; le risque fait partie de chaque instant de notre vie sur les lieux de travail. Et le plus grave c'est qu'on finit par trouver cela normal. On risque tous d'être un jour victime de ce hasard !

Alors que ces accidents pourraient être évités, si l'on pensait à la sécurité d'abord, à la rentabilité ensuite. Or, à la S.N.C.F. tout est précisément conçu en fonction de cette rentabilité. On pense à la sécurité après l'accident.

C'est pourquoi une société qui a ce tel mépris de la vie humaine ne mérite pas de vivre.

Extrait du bulletin « Lutte Ouvrière » S.N.C.F. de Dijon

Bourgogne Electronique (DIJON)

Fuite de gaz

A l'atelier 6127, une chaîne sert à la fabrication des condensateurs. Le premier poste de la chaîne se trouve juste à côté de 2 chalumeaux à gaz qui soudent les pièces.

Il y a quelques jours, une forte odeur de gaz se répandit dans l'atelier. Plusieurs d'entre nous signalèrent au chef qu'il y avait une fuite dans le tuyau d'arrivée du gaz. Malgré nos protestations, celui-ci nous laissa quand même travailler dans ces conditions ; l'air devint si irrespirable que la camarade qui travaillait sur le poste à côté du gaz fut prise d'un malaise. On l'emmena à l'infirmerie où elle dut rester plusieurs heures.

La responsabilité de cet incident n'incombe pas seulement au chef d'atelier, mais aussi à la direction qui, à cause de sa production à sortir, l'oblige à nous faire travailler dans de telles conditions au risque de nous faire sauter... chef y compris ! ! !

Extrait du bulletin « Lutte Ouvrière » de la Bourgogne Electronique (Dijon).

conditions de travail

RENAULT

On réorganise

C'EST au tour du magasin de faire peau neuve.

L'installation de nouveaux placards métalliques coûtant plusieurs millions se fait un peu à la « va comme je te pousse ».

C'est une anarchie monstre où nos camarades du magasin ne retrouvent plus le matériel qu'on leur demande. Il faut qu'ils cherchent un peu partout, enjambent des barres métalliques de ces nouveaux placards, débarrassent les anciens meubles en bois. Enfin une brebis n'y retrouverait pas ses moutons.

La disposition du magasin a également changé : au lieu d'avoir la grande allée que nous empruntions avant pour pouvoir circuler d'un guichet à un autre, nous avons désormais une allée où il faut se mettre de côté pour se doubler ou se croiser. De plus, pour arranger les choses, cette minuscule allée est entravée par des barres de fer des nouveaux meubles et l'on est obligé de les escalader pour aller d'un guichet à un autre. A tout cela il faut ajouter quatre gros piliers en fer qui soutiennent le plafond.

Qui dit mieux ?

DOCKS DE MARSEILLE

On gèle

AVEC le mauvais temps et le mistral, le travail sur le port est encore plus pénible que d'habitude. Même à fond de cale, on n'arrive pas toujours à se réchauffer. Mais là où c'est vraiment insupportable, c'est dehors pour les équipes à terre. En particulier les conducteurs d'engins qui doivent rester des heures sans bouger, sont complètement gelés. Certains ont même été obligés de s'arrêter vers 17 h. samedi dernier.

C'est la même chose pour le panneau, et pour ceux qui sont au treuil. Ceux qui travaillent aux planches, sont particulièrement désavantagés. Il n'y a aucun abri, pas même une petite baraque. Et quand la mer est trop forte, il y a des vagues qui passent par dessus la jetée, et certains risquent d'être trempés.

Ce n'est pas les petits feux qu'il y a par-ci, par-là, qui changent beaucoup les choses. Car les conditions sont presque aussi dures que pour ceux qui travaillent au frigo.

C'est pourquoi il faut exiger des pauses pour se réchauffer, au milieu du travail, sans perte de salaire. Au frigo, il y a une heure de pause après chaque heure de travail ; il faudrait la même chose pour tout le monde par temps de grand froid. Ainsi que des abris là où il n'y en a pas.

Extrait du bulletin « Lutte Ouvrière » du Port de Marseille.

la diminution du temps de travail

des promesses... aux réalités

L'article ci-dessous a été rédigé par la commission formée au sein de la rédaction de Lutte Ouvrière *par des camarades plus particulièrement qualifiés sur les questions syndicales.*

Cette commission répond régulièrement dans ces colonnes aux problèmes que rencontrent les militants révolutionnaires dans leur activité syndicale (tactique à l'intérieur des syndicats, utilisation de la légalité, etc.) et qu'un certain nombre d'entre eux nous ont déjà posées.

DES camarades de l'entreprise Ollier, à Clermond-Ferrand, pensaient qu'en application de l'accord national du 13 décembre 1968 sur la réduction de la durée de travail, leur horaire hebdomadaire, qui est actuellement de 48 heures, serait réduit d'une demi-heure.

Mais le patron objecte qu'ils n'ont pas droit à cette réduction : leur horaire hebdomadaire **officiel** est peut-être de 48 heures, mais leur horaire **effectif**, lui, serait inférieur même à 45 heures. Et cela, compte tenu pour ces travailleurs, qui pour la plupart font équipe, des 30 minutes quotidiennes de casse-croûte et des 10 minutes de départ anticipé « généreusement » octroyées chaque jour par la Direction pour leur permettre de prendre les cars.

Et, en effet, le patron est dans son « bon droit ». Car que dit cet accord, signé entre patrons de la métallurgie et syndicats ? Rappelons-le brièvement.

PREAMBULE : « L'U.I.M.M. et les organisations syndicales signataires ont décidé de conclure un accord dont le but est de mettre en œuvre une politique de réduction progressive et effective de la durée du travail de tous les salariés en vue d'aboutir à la SEMAINE DE 40 HEURES ».

Quant au contenu de l'Accord, en voici les deux points principaux (article 2) :

1. Etablissements dont l'horaire **de référence** est supérieur à 48 heures : réduction de l'horaire de :

— 1/2 heure au plus tard le 1er janvier 1969.

— 1 heure supplémentaire au plus tard le 1er septembre 1969.

2. Etablissements dont l'horaire **de référence** est compris entre 48 et 45 heures : réduction de l'horaire de :

— 1/2 heure au plus tard le 1er janvier 1969.

Pour les établissements que cette première réduction conduirait à un horaire encore supérieur à 45 heures :

— réduction supplémentaire de 1/2 heure au plus tard le 1er septembre 1969.

Mais que faut-il entendre par ce fameux «horaire de référence» cité à l'article 2 ? L'article 3 de l'accord le précise :

« — **l'horaire de travail dont il s'agit, s'entend de la durée du travail** effectif, **à l'exception en particulier du temps nécessaire à l'habillage, au casse-croûte.**

« — l'employeur communiquera **au Comité d'Etablissement (à défaut aux délégués du personnel) et aux délégués syndicaux les éléments du calcul de l'horaire de référence ».**

(Tout ce qui est souligné l'est par nous).

Ainsi, le tour est joué. D'une part, si le préambule pose comme but le retour progressif aux 40 heures, il n'est plus question par la suite de ces 40 heures, mais seulement de réduction de la durée de travail pour ceux qui font 45 heures par semaine ou plus.

D'autre part, grâce à l'entourloupette de la distinction subtile entre « travail effectif » auquel correspondrait l'horaire de « référence », et l'horaire « officiel », c'est-à-dire le temps de présence réelle dans l'entreprise, la réduction de la durée de travail prévue par l'Accord de décembre 1968 passe tout bonnement sous le nez d'un grand nombre de travailleurs.

Les syndicats (C.G.T. - C.F.D.T. F.O.) qui ont osé signer un accord faisant suite, 8 mois plus tard, aux « promesses » de Grenelle, mais contenant de telles clauses sont des traîtres aux intérêts des travailleurs, intérêts parmi lesquels figurent en bonne position la diminution réelle et immédiate du temps de travail. Les travailleurs et les militants ouvriers des entreprises se doivent de dénoncer de telles clauses. Ils se doivent de mener une campagne sur le fait qu'il n'y a pas pour les travailleurs un horaire « effectif » et un horaire « officiel ». Entre le moment où le travailleur entre dans l'entreprise et le moment où il en ressort, il est **effectivement** au travail et aucune dérogation à ce principe ne peut être admise. Sinon, un peu partout, les patrons auront tôt fait de trouver de bonnes raisons pour tourner la loi. Et même, en faisant la somme des temps de casse-croûte, d'habillage et de deshabillage ; en additionnant les minutes accordées ici à cause du bruit, là à cause des odeurs ; les minutes passées aux toilettes, à l'appareil à boisson, et pourquoi pas les arrêts de chaîne... les patrons n'auront-ils pas bientôt le culot de venir nous expliquer que le retour immédiat aux 40 heures est réalisé ? En quel cas les Accords sur la réduction du temps de travail seraient, bien évidemment, nuls et non avenus.

Commission Syndicale L.O.

Polymécanique (Mobylette) - PANTIN

le patron battu aux Prud'hommes

(Photo L.O.)

MARDI 6 janvier le tribunal des Prud'hommes rendait son verdict en ce qui concerne la demande de résolution du contrat de travail du secrétaire syndical F.O. par la direction de la Polymécanique. Cette dernière a été déboutée. Elle avait demandé le licenciement du secrétaire syndical à la suite d'un débrayage des chaînes de montage, l'accusant d'avoir appuyé sur un bouton, arrêtant ainsi une des 6 chaînes qui avaient débrayé. Le comité d'entreprise, puis l'inspecteur du travail avaient refusé le licenciement. Le militant avait été réintégré sans dommage après 16 jours de mise à pied. Mais le patron ne s'en était pas tenu là.

La direction justifia sa demande de licenciement aux « Prud'hommes » en accusant d'abord le militant d'être « un agitateur qui veut supprimer les patrons » *et* « qui veut que les ouvriers prennent le pouvoir dans les usines et dans la rue ». *Elle l'a accusé ensuite de vendre les journaux « Lutte Ouvrière » et « Rouge » et d'être un anarchiste qui est contre les syndicats en même temps que contre les patrons. Elle a utilisé un tract C.G.T. disant que la section F.O. n'existe pas et qu'il n'y a qu'un groupe gauchiste qui se cache derrière. Et enfin elle l'a accusé de faute grave et d'entrave à la liberté du travail.*

L'avocat, Me Stul, a commencé sa réponse en dénonçant la manœuvre visant à opposer les organisations syndicales. Il a rapporté qu'au débrayage de protestation, tous les syndicats étaient présents et qu'au comité d'entreprise, tous les syndicats avaient voté contre le licenciement. Il a souligné que si la direction attaquait ce militant sur ses opinions, c'est parce qu'elle n'avait pas grand chose à dire sur les faits. Il a raconté dans quelles conditions le débrayage a eu lieu et en quoi il était justifié par le refus honteux de la direction d'accorder un quart d'heure d'arrêt aux ouvriers pour aller prendre l'air étant donné la forte chaleur et les conditions de travail des ouvriers. Puis l'audition des témoins eut lieu. Cinq ouvriers témoignèrent du non-fondé des déclarations patronales ainsi que de l'attitude provocatrice du principal témoin de la direction, le chef d'atelier, envers le militant. A part le chef d'atelier, le seul autre témoin de la direction, le directeur des fabrications, est venu justifier le refus d'accorder un quart d'heure d'arrêt et dire qu'il s'était entendu le lendemain avec la C.G.T. et sans F.O. pour accorder à d'autres ouvriers un quart d'heure d'arrêt à condition qu'ils récupèrent la production.

On voit donc que la Polymécanique a essayé de jouer non seulement sur les juges patronaux, mais sur l'hostilité possible des juges C.G.T. pour les « gauchistes ».

C'est cela qui a échoué en même temps qu'une atteinte aux droits syndicaux et au droit de grève.

Correspondant L.O.

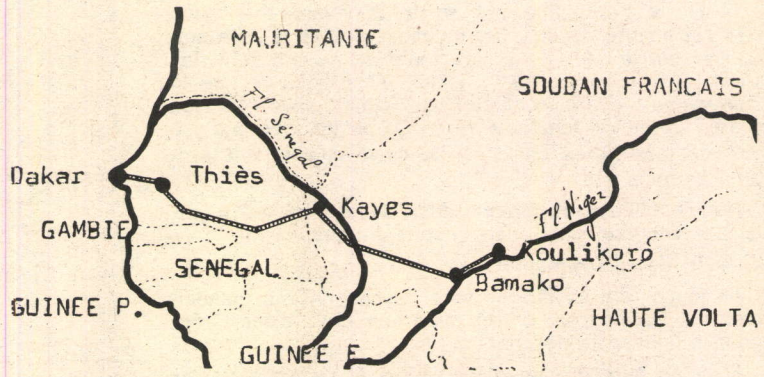
FEUILLETON

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

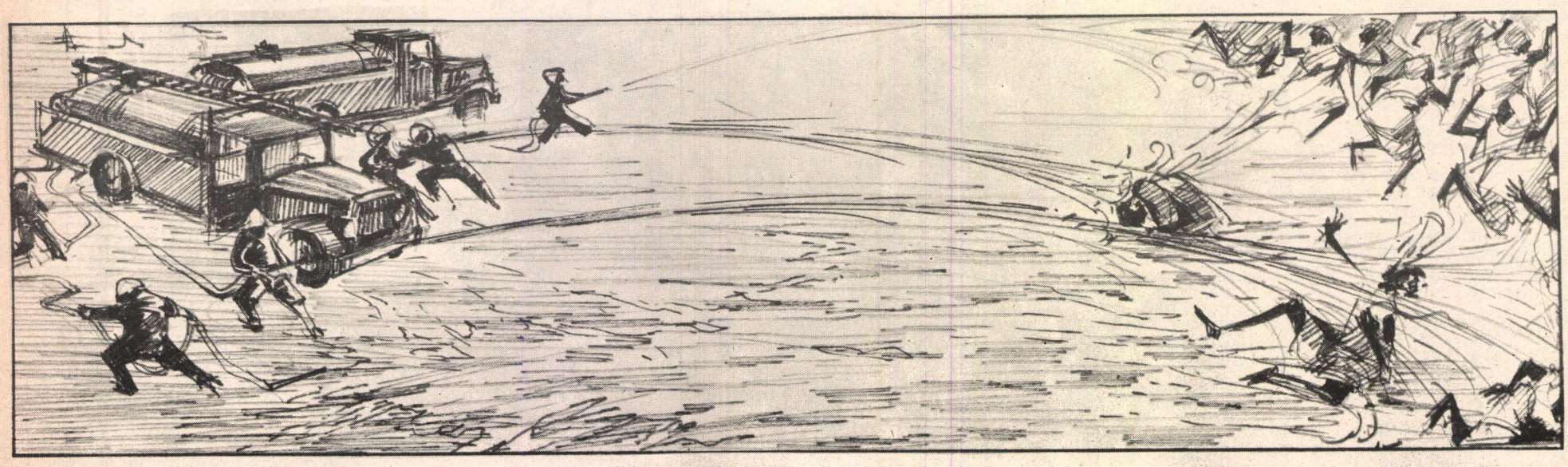
SEMBENE OUSMANE



La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947

CHAPITRE VIII

Dakar - Mame Sofi (suite)



Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thiès, et à Bamako.

A Dakar, pour briser la résistance des grévistes, les autorités coloniales ont coupé l'eau, et font pression sur les commerçants pour qu'ils refusent de vendre à crédit. La faim règne dans le bidonville. Mais les femmes se sont emparées d'un bélier appartenant au riche El Hadji Mabigué et l'ont tué. Puis elles ont chassé les policiers venus arrêter les « coupables ». Mais, dans la bataille, le bidonville a pris feu, et il n'en reste que des cendres. La police revient.

■

Devant la porte de N'Diayène, Mame Sofi avait à nouveau rassemblé les voisines. Dès qu'elle avait vu les policiers indigènes, aidés cette fois de gendarmes, encercler la concession et se déployer en cordon dans la ruelle, elle avait compris que N'Deye Touti ne s'était pas trompée. Elle insulta l'interprète auxiliaire qui s'avançait vers le groupe de femmes. L'homme s'arrêta et dit d'un ton mal assuré :

— On vient chercher Ramatoulaye.

— Tu n'en as pas eu assez hier ? Tu veux encore goûter de la bouteille ? hurla Mame Sofi.

L'homme recula et faillit se heurter au commissaire et au capitaine de gendarmerie qui venaient d'arriver Le commissaire le prit par le bras et avança avec lui de quelques pas :

— Dis-leur que nous ne lui ferons pas de mal, que c'est simplement pour lui faire signer un papier, après quoi elle sera libre.

L'interprète traduisit en ajoutant quelques commentaires de son cru sur la façon dont Ramatoulaye serait reçue par le policier avec tous les égards dûs à son âge. Des cris et des injures lui répondirent, dominés par la voix perçante de Mame Sofi. Il se tourna vers le commissaire.

— Il n'y a rien à faire, elles déclarent qu'elles ne veulent pas nous laisser passer. Elles vont nous tuer, dit-il en cherchant du regard un passage par lequel il pourrait s'enfuir.

C'est à ce moment qu'apparut N'Deye Touti, une N'Deye Touti méconnaissable, hirsute, les yeux brillants de colère ; les bretelles de son soutien-gorge avaient glissé sur ses bras. Elle rejoignit le groupe des femmes.

— Ah, te voilà, toi ! dit Mame Sofi. Eh bien, dis à ces toubabs que nous ne laisserons pas partir Ramatoulaye. Nous mourrons ici, s'il le faut, mais elle n'ira pas à la police. Si la police veut lui parler, elle n'a qu'à venir ici avec tout son tribunal !

Encore essoufflée par sa course, la jeune fille traduisit à mots hachés ce que venait de dire Mame Sofi. Le commissaire la regarda, éberlué :

— Vous parlez français ?

— Ah ! tout à l'heure, tu me tutoyais, tu me traitais de vache normande, tu voulais coucher avec moi pour une poignée de riz ! Et ta sœur, elle couche avec les zouaves pour de la mie de pain ?

— Comment ? Comment ? répétait le commissaire qui n'en croyait pas ses oreilles.

Toute à sa colère, N'Deye Touti raconta aux femmes sa rencontre avec les trois Blancs sur le monticule du dépotoir. L'effet de ses paroles se lut bientôt sur les visages que les privations et les veilles avaient durcis. Des mains se serrèrent sur des goulots de bouteilles, des manches d'outils, des bouts de planches, car, cette fois, les femmes avaient ramassé tout ce qui leur était tombé sous la main pour s'en faire une arme. Mais soudain, on vit la foule s'écarter. Sortant de la courette et suivie de Houdia M'Baye qui portait « Grève » dans ses bras avec la petite Anta accrochée à son pagne, Ramatoulaye apparut.

— Il ne faut pas recommencer, dit-elle. Depuis hier on est secoué comme des graines sur un van. Il y a eu des morts et un incendie et nous n'avons rien gagné, rien pour manger ! Je vais aller avec eux. J'ai entendu ce qu'il disait, ajouta-t-elle en montrant du doigt l'interprète, il veut que je signe un papier. Ce n'est pas grave. J'emmènerai N'Deye Touti avec moi qu'elle me dise ce qu'il y a sur le papier. Ainsi la tranquillité reviendra. Je ne veux pas qu'à cause de moi seule, on introduise le deuil dans mille et mille familles, qu'il y ait des veuves et des orphelins. Cela ne serait pas juste !

— Puis, s'adressant au commissaire : — Missé... nous partir...

Ayant dit cela, elle vint se placer à côté du commissaire, suivie de N'Deye Touti.

— Anta, dit Houdia M'Baye, garde ton petit frère, je vais avec elle.

— Moi aussi ! Nous aussi ! Allons au commissariat ! On ne peut pas avoir confiance en leur parole ! cria Mame Sofi.

Ainsi se forma une curieuse procession. En tête marchaient les deux représentants de l'autorité encadrant Ramatoulaye ; derrière eux venaient N'Deye Touti, les poings toujours serrés par la colère, et Houdia M'Baye qui peinait en avançant car elle avait été durement éprouvée la nuit précédente ; suivait le long cortège des femmes encadrées par une double file de miliciens et de gendarmes, auquel, à chaque coin de rue, venaient se joinde de nouveaux groupes.

Il fallut près de vingt minutes pour atteindre le commissariat de la Médina. Devant la porte, le capitaine de gendarmerie donna ses ordres et tandis qu'il montait l'escalier en compagnie du commissaire, des deux femmes et de l'interprète, les soldats formèrent un barrage devant l'immeuble.

Dans le bureau, le commissaire et l'officier prirent place derrière la table. N'Deye Touti s'assit sur un banc à côté de l'interprète, mais Ramatoulaye refusa de s'asseoir et resta plantée au milieu de la pièce. Le commissaire passa la main sur son menton et se mit à en triturer la peau entre ses doigts. C'était une sale affaire. Bon pour le gendarme de jouer les fiers-à-bras, s'il y avait de la casse, ce ne serait pas lui le responsable ! Incarcérer la vieille ? Ça pouvait déclencher une bagarre dans tout le quartier. La relâcher, c'était perdre la face, provoquer peut-être d'autres désordres. Le commissaire alluma une cigarette, souffla la fumée et agita la main dans le petit nuage bleu.

— Combien de temps y a-t-il que vous êtes à l'école, mademoiselle ? dit-il, en s'adressant à N'Deye Touti. Je voudrais que vous compreniez bien ceci : c'est votre mère ou votre tante qui est responsabe de ce qui se passe. C'est elle qui a tué le bélier de Mabigué, c'est elle qui a fait obstruction à l'exécution de la loi, c'est elle qui a incité les femmes à la révolte.

Cette ouverture n'obtint aucune réponse, la pensée de N'Deye Touti était ailleurs. Le commissaire se fâcha :

— Si vous ne voulez pas parler, sortez, mademoiselle ! Je n'ai pas besoin de vous, j'ai un interprète !

— Que dit-il encore ? demanda Ramatoulaye.

— Il veut que je m'en aille, mais j'ai peur qu'ils ne te fassent sortir par une autre porte.

— Il n'y a pas d'autre porte, dit Ramatoulaye après un regard circulaire autour du bureau.

L'interprète auxiliaire se pencha vers N'Deye Touti.

— Sors, ma sœur, je te jure que je te répéterai tout ce qu'ils diront.

A contrecœur, la jeune fille quitta la pièce.

Dehors, elle vit la rue et la place sur laquelle donnait l'immeuble du commissariat noires de monde. Les femmes s'étaient assises sur le trottoir ou à même la chaussée, empêchant toute circulation. Elles invectivaient les hommes du service d'ordre, mêlant les quolibets aux injures, déchaînant les rires de la petite foule qui s'était amassée autour d'elles.

Houdia M'Baye l'aperçut :

— Alors, où est-elle, comment est-elle ?

— On m'a dit de sortir. Peut-être qu'ils vont la faire passer par une autre porte pour l'emmener en prison.

— Vous entendez ? Les toubabs veulent encore nous rouler ! Ils veulent emprisonner Ramatoulaye en la faisant sortir par derrière ! — C'était Mame Sofi qui criait. Elle ajouta : — Levez-vous ! Cernons la maison, ne les laissons pas faire !

Dans un grand remuement de pagnes retroussés, de bras levés, les femmes se dressèrent et, bousculant les miliciens au passage, cernèrent la maison, menant grand tapage.

(Suite page 20)

FEUILLETON

— Où va-t-on ? Elle est sortie la femme ? — Non elle est encore dedans, les toubabs veulent la faire sortir par derrière ! — Ah, ces toubabs, ils ont tous les vices ! — Tu viens, toi ? — Oui, c'est pour ça que je suis venue — Tu la connais cette Ramatoulaye ? — Non et toi ? Je ne l'ai jamais vue ! — Ça ne fait rien, s'il y a tant de ménagères qui sont là, c'est qu'elle doit être bien estimée...

Houdia M'Baye s'approcha de N'Deye Touti qui regardait et écoutait mais avait l'esprit ailleurs.

— Tu devrais remonter voir.

La jeune fille se dirigea vers l'escalier. Deux gendarmes qui l'avaient vu entrer avec leur chef, s'écartèrent pour la laisser passer.

Dans le bureau, rien n'avait changé. Le commissaire et l'officier de gendarmerie parlaient à voix basse devant une fenêtre, Ramatoulaye était toujours au milieu de la pièce et l'interprète prostré sur son banc.

— Elles sont parties ? demanda Ramatoulaye.

— Non, maintenant il y en a tout autour de la maison. Qu'est-ce qu'ils ont dit, mon frère ?

L'interprète fit signe à la jeune fille de s'asseoir près de lui et chuchota :

— Il a appelé les pompiers pour arroser les femmes et, avant, il a téléphoné au *Sérigne N'Dakarou* (1) qui va arriver tout de suite.

— Les salauds ! s'écria N'Deye Touti, sans se rendre compte qu'elle parlait en français.

— Qu'est-ce que vous dites ? demanda le commissaire en se retournant.

— Les pompiers ! Pour arroser les gens !... Je comprends pourquoi vous m'avez fait sortir. Mais je vais les prévenir.

Le commissaire contourna rapidement son bureau et saisit la jeune fille par le bras : « Vous allez rester tranquille », dit-il tandis que le capitaine se ruait vers l'interprète :

— Espèce de voyou ! Qu'est-ce que tu lui as dit, hein ? hurla-t-il en saisissant l'homme par le devant de sa veste et en le secouant à bout de bras.

Ramatoulaye s'était précipitée sur le commissaire et essayait de dégager N'Deye Touti.

— Je ne comprends pas, je ne comprends pas, mais ne touchez pas cette enfant ! Vous avez voulu que je vienne, je suis-là ! S'il n'y a rien à faire, je rentre chez moi !

Les deux Blancs réussirent enfin à pousser les deux femmes vers le banc et les firent asseoir de force à côté de l'interprète à demi mort de peur.

— Et maintenant, tonna le capitaine, le premier qui bouge aura affaire à moi !

Dans la rue et sur la place, on entendit les klaxons avant de voir les véhicules, deux camions citernes qui débouchèrent à toute allure et s'arrêtèrent dans un grand bruit de freins à quelques mètres du commissariat, à quelques mètres des femmes. Il y eut des cris, des bousculades tandis que les pompiers sautaient à terre et déroulaient les tuyaux ; les lances furent braquées et l'eau jaillit.

— Restez assises ! hurla Mame Sofi. Il n'y a pas d'eau pour les incendies mais pour nous arroser il y en a ! Restez-là !

Mais les femmes du premier rang, trempées, affolées, se levèrent et commencèrent à se débander, glissant, tombant dans les caniveaux que déjà l'eau envahissait. Seules Mame Sofi et Houdia M'Baye n'avaient pas bougé. Les jets furent dirigés sur elles. Mame Sofi reçut le choc en plein sur sa forte poitrine, vivement elle se laissa tomber en avant, la tête entre les genoux, serrant ses chevilles à pleines mains, n'offrant plus au choc de l'eau que son crâne et ses robustes épaules. Houdia M'Baye n'eut pas la même présence d'esprit et le jet l'atteignit au visage et, tel le coup de poing d'un géant lui rejeta la tête en arrière. Elle ouvrit la bouche pour crier, l'eau s'y engouffra. Dans le giclement brutal on n'entendit pas le petit bruit dérisoire des cartilages brisés. Houdia M'Baye battit des bras comme pour s'accrocher à l'air ainsi que font les noyés, puis ses mains s'agrippèrent à sa camisole qu'elles déchirèrent, elle tomba sur le côté à moitié nue, ses maigres seins semblables à des gourdes oubliées au soleil pendant la saison chaude.

La foule s'était arrêtée à quelques mètres et lorsque Houdia M'Baye tomba, les premiers rangs se portèrent en avant ; un instant les jets puissants les continrent mais la poussée des centaines d'hommes et de femmes qui s'étaient agglomérés fut plus forte que celle des pompes et la distance fut vite franchie. Les pompiers qui craignaient pour leur vie s'enfuirent dans toutes les directions tandis que les miliciens et les gendarmes qui n'osaient faire usage de leurs armes, étaient acculés aux murs du commissariat et des maisons voisines.

Bineta et Mame Sofi s'agenouillèrent près de Houdia M'Baye, regardèrent le visage couleur de terre où l'eau ruisselait encore, le sourire crispé que faisaient les lèvres sur les gencives découvertes.

— Elle est morte, dit Bineta.

Et Mame Sofi abaissa le pagne trempé sur le ventre ridé et les cuisses nues, puis elle se redressa :

— Il faut une charrette ! Allez chercher une charrette !

Quelques hommes se détachèrent et revinrent bientôt avec une vieille carriole sur laquelle on hissa le corps léger de Houdia M'Baye. Comme si la morte avait subitement calmé toutes les colères, les femmes demeuraient immobiles ou se réunissaient par petit groupes chuchotants ; nul ne savait que faire. Cinq minutes plus tôt des centaines de bras et de mains s'étaient unis, on s'était rué, on avait renversé les deux camions citernes qui gisaient maintenant dans un véritable bourbier tandis que des lances abandonnées s'échappaient encore de minces filets d'eau.

C'est au milieu de ce silence et de cette indécision que le Sérigne N'Dakarou fit son apparition. Sa haute taille rehaussée d'un turban, sa silhouette majestueuse drapée dans un immense boubou blanc sur lequel s'étalait une rangée de décorations, il était si impressionnant que la foule s'écarta sur son passage. Il était flanqué d'El Hadji Mabigué lui aussi enturbanné et couvert de médailles et de deux fidèles. Il avançait les deux mains croisées derrière le dos sous son boubou, d'un pas lent et assuré. Arrivé à hauteur de la charrette il s'arrêta et leva une main aux deux doigts dressés :

— Voilà votre œuvre, femmes ! Depuis quelque temps vous vous comportez comme des athées. Non seulement vous incendiez les demeures des gens paisibles, mais vous entravez la marche de la loi. C'est vous qui êtes responsables de la mort de cette mère et vous en répondrez devant le Seigneur. Vous êtes sans honte et sans vergogne, vous abandonnez vos foyers et vos enfants pour courir les rues telles des filles perverses.

Malgré que la voix du Sérigne fût un peu cassée par l'âge, elle avait une telle autorité que la foule demeura silencieuse et que les gens du premier rang baissèrent la tête. Il jeta un regard circulaire autour de lui et poursuivit :

— Je vais voir Ramatoulaye et, Dieu merci, les toubabs aussi. Sans mon intervention, ils vous mettraient toutes en prison. El Hadji Mabigué a retiré sa plainte sur ma demande, soyez raisonnables maintenant. A mon retour du bureau du commissaire je ne veux plus vous retrouver là sinon je ne serai plus en mesure d'intervenir. Sachez que vos maris sont les jouets de quelques infidèles, sachez que ceux qui dirigent en réalité cette grève sont des communistes et si vous saviez ce qui se passe dans leur pays, vous prieriez Dieu et vous imploreriez son pardon sur eux. Ils vous parlent de famine, mais chez eux les gens ne mangent que deux ou trois fois par semaine. De plus, ce sont des hérétiques qui permettent au frère de coucher avec sa sœur. Dites cela à vos maris. Dieu nous fait coexister avec les toubabs français, et ceux-ci nous apprennent à fabriquer ce dont nous avons besoin, nous ne devons pas nous révolter contre cette volonté de Dieu dont les connaissances sont un mystère pour nous. Je sais que l'on peut parfois prendre la mauvaise route, mais maintenant que je vous ai éclairées de mon humble savoir, rentrez chez vous. Je dirai au commissaire, comme je l'ai dit au député-maire, que vous ne recommencerez plus. Que le Tout-Puissant et son Prophète vous prennent sous leur sainte protection.

Son discours achevé, le Sérigne reprit sa marche et monta les marches du commissariat de son pas majestueux. A peine avait-il disparu que Mame Sofi rompit le silence gêné qui pesait sur la foule.

— Ce n'est pas vrai, dit-elle ! Ce n'est pas nous qui avons tué cette femme ! Moi je vais rester pour attendre Ramatoulaye. Restez avec moi !

Ce disant, elle saisit la bride du vieux cheval attelé à la charrette et fit reculer l'animal presque devant la porte, face aux gendarmes et aux miliciens qui avaient profité de l'intervention du Sérigne pour reformer leurs rangs.

Lorsqu'on frappa à la porte du bureau, le commissaire et le capitaine se regardèrent soulagés et d'une même voix crièrent : « Entrez ! »

Le Sérigne précédant sa suite fit une entrée pleine de dignité.

— *Assalamou aleïkoum*, dit-il, puis il ajouta en français : « Bonjour, messieurs, en tendant la main aux deux Blancs.

— Ismaïla, avance les chaises, ordonna le commissaire.

Le Sérigne s'assit.

— Ramatoulaye, assieds-toi aussi, j'ai à te parler.

Et comme Ramatoulaye restait debout, le regard fixé sur son frère :

— Femme, tu es têtue et cela ne te mènera pas loin ! Tu encours la colère des toubabs, ce qui constitue une menace pour nous tous et tu engages aussi ma responsabilité. Tu sais que j'étais un ami de ton père et que je suis un ami de ton frère. Tu es d'une lignée honorable et sans tache, je l'ai dit à notre député, mais ta conduite est indigne d'une honnête femme. — Il avait parlé en oulof et reprit le français pour s'adresser au commissaire : — Elle n'est pas méchante, un peu simple. Son frère a retiré sa plainte et j'ai eu un entretien avec le député-maire qui le dédommagera. Les vrais responsables sont les dirigeants communistes, des Blancs, m'a-t-on dit. Vous devriez tout mettre en œuvre pour les trouver, de mon côté, vendredi prochain, je prononcerai un grand sermon à l'usage de toute la communauté.

Le commissaire se renversa sur sa chaise :

— Si la plainte est retirée, elle est libre, dit-il.

— Mais je veux qu'elle fasse des excuses à son frère. Ayez l'air de la menacer pour lui faire peur. — Puis se retournant vers Ramatoulaye, le Sérigne ajouta :

— Tu vois, le commissaire veut bien que tu rentres chez toi, mais pas avant d'avoir demandé pardon à ton frère qui a retiré sa plainte, et d'avoir promis de ne plus recommencer.

Pour ne pas laisser échapper les paroles qui lui montaient aux lèvres, Ramatoulaye se mordit la langue et resta debout figée au milieu de la pièce. Le Sérigne pour qui ce silence était un affront fait devant les Blancs essaya un ton débonnaire :

— Ramatoulaye, on t'écoute. Je tiens compte de ton amour-propre, je te promets devant Dieu qui nous voit et nous entend que pas un mot que tu diras ne sortira d'ici.

(Suite page 21)

FEUILLETON

Le commissaire s'adressa à l'interprète :

— Dis-lui que dès qu'elle aura demandé pardon, elle pourra partir.

N'Deye Touti se redressa sur son banc :

— Tante, fais ce qu'ils te disent et...

Mais elle ne put achever sa phrase. D'un revers de main lancé à toute volée, Ramatoulaye l'avait giflée. La jeune fille tomba à la renverse et se mit à pleurnicher en portant les doigts à ses lèvres d'où coulait un petit filet de sang. Ramatoulaye se précipita :

— Lève-toi, N'Deye Touti, je n'ai pas voulu faire ça, mais je t'avais dit de ne pas t'en mêler ! Je préfère devenir aveugle, être brûlée dans un incendie ou mourir par petits morceaux que d'adresser la parole à ce bouc. Ce que j'ai fait à son Vendredi, je suis prête à le refaire. Ces gens-là ne sont ni des parents, ni des amis, ils sont prêts à lècher le derrière des toubabs pour avoir des médailles, tout le monde le sait. Ne pleure plus, lève-toi, on s'en va. Moi j'ai assez vu leur figure !

Avant que l'un des hommes ait pu songer à intervenir elle prit la jeune fille par le bras et sortit en faisant claquer la porte.

Devant l'entrée du commissariat, il ne restait plus autour de la charrette qu'une poignée de femmes et quelques hommes, la foule s'était dispersée peu à peu dans un silence où se mêlaient la fatigue, la gêne et la peur. Ramatoulaye aperçut le corps allongé sous le pagne mouillé, elle regarda longuement le visage ravagé par la mort et des larmes lourdes s'amassèrent le long de ses paupières avant de glisser sur ses joues.

— Elle est morte, dit-elle, et moi je suis vivante. J'ai tout fait pour qu'elle et son bébé ne meurent pas de faim. Et maintenant que vont dire ses parents ?

— Ils comprendront, les parents, ils comprendront que c'était la volonté de Dieu, dit Mame Sofi Nul ne peut aller plus loin que son heure et ce n'est pas toi qui es responsable. — Puis, s'adressant au conducteur de la charrette : — Tu sais où est la concession N'Diayène ?... Conduis-nous.

Comme le petit cortège se reformait pour refaire le chemin que la foule avait suivi une heure auparavant, Ramatoulaye s'approcha d'Alioune qui suivait la charrette :

— Alioune, il faut arrêter. Si vous ne le faites pas pour vous, faites-le pour nous. Nous n'en pouvons plus et il y a trop de morts.

Alioune baissa la tête :

— Nous devons attendre les résultats de la rencontre de Thiès... Peut-être que demain...

A suivre

(1) Chef religieux de Dakar.

Copyright Presses de la Cité

Pas de nouvelles, bonnes nouvelles ?

EN pleine période de déstalinisation, en U.R.S.S., au cours d'une réunion d'un Comité paysan d'un sovkhoze :

— « Allez, camarades — s'exclame un responsable local — le stalinisme est bel et bien fini maintenant, plus aucune crainte à avoir : vous pouvez poser toutes les questions que vous voulez, émettre toutes les critiques... Vous le pouvez et vous le devez, pour le bien du pays, qui ne progresse qu'en surmontant ses défauts. »

Après un temps de silence, une main se lève timidement, c'est le camarade Popov :

— « Camarade, pourrait-on savoir, depuis des années, ce que sont devenues les rentrées du sovkhoze ?

— « Excellente question — répond le responsable — je me charge personnellement de diriger les travaux d'un commission d'enquête sur ce problème, afin d'y répondre précisément. »

... Trois ans plus tard, même comité, même réunion :

— « Allez, camarades, formulez sans craintes toutes vos critiques. Voilà longtemps maintenant que la sombre époque est passée, et que, fort de sa totale démocratie, le pays va vers les cimes. Posez vos questions !

Une main se lève :

— « Oh, une toute petite question seulement, camarade — dit le camarade Rabine, hésitant et gêné — je voudrais savoir... depuis trois ans... qu'est devenu le camarade Popov ?

Cinéma

Willie Boy

WILLIE Boy n'a du western que les apparences. Polonsky (qui revient au cinéma pour la première fois depuis 1949, époque à laquelle l'hystérie anti-communiste qui sévissait aux USA le contraignit au silence) déclare lui-même avoir choisi de faire un film de « genre » pour pouvoir mieux atteindre les spectateurs.

Le cadre, en effet, nous est familier : nous sommes en Californie, en 1909. Mais là s'arrête la comparaison avec les fresques à grand spectacle des westerns classiques.

Willie Boy est un film sur le racisme : en 1909, les massacres des Indiens sont terminés depuis presque une trentaine d'années. Ceux qui furent épargnés par la sauvagerie des Blancs - et ils sont très peu nombreux, ont été parqués dans des « réserves » où ils sont maintenant relégués à la condition d'attraction folklorique pour les vainqueurs.

Willie est un jeune Indien qui refuse de subir le mode de vie dégradant de ses frères. Pour cela, les Blancs le détestent, et plus particulièrement parce qu'il est grand bagarreur et tireur sans égal.

Conformément à la coutume tribale, il enlève sa fiancée, qui devient de ce fait sa femme. Mais au moment de l'enlèvement, il doit tuer le père de celle-ci, en état de légitime défense. Ils doivent alors prendre la fuite.

Une chasse à l'homme s'engage alors, chacun ayant ses raisons de retrouver les fugitifs : certains blancs parce que ça leur rappelle le « bon vieux temps » du massacre des Indiens, d'autres parce qu'ils espèrent tirer vengeance de cet Indien arrogant ; pour la Directrice de la réserve, enfin, une blanche cultivée, philanthrope, qui veut faire le « bien » parmi les Indiens, parce qu'elle estime que leur place est dans la réserve.

Mais pour Willie, le salut n'est pas d'être un Indien dans une réserve, mais d'être un homme, d'exister comme existent les Blancs. Il n'y parviendra pas.

Au cours de cette chasse à l'homme, plusieurs blancs désirent sincérement lui sauver la vie : le shérif, la Directrice de la réserve, un jeune vacher... Mais leurs bonnes intentions ne les empêchent pas pourtant de raisonner suivant la logique des Blancs ; ils ne comprennent pas Willie, et finalement causeront sa perte.

Polonsky a le mérite non seulement d'avoir traité dans son film d'un épisode peu glorieux de la formation de l'Amérique moderne (qu'on préfère de nos jours passer sous silence) mais surtout d'avoir posé le problème du racisme (qu'il soit contre les Indiens ou contre les Noirs) dans des termes très actuels. Les libéraux américains n'ont-ils pas souvent aujourd'hui vis-à-vis de la violence des Noirs, une attitude semblable à celle de la Directrice de la réserve ou celle du shérif vis-à-vis de Willie ?

Télévision

Elisabeth et Philip en pantoufles :

La famille royale d'Angleterre sur le petit écran

LE film a été présenté à la télévision française le mardi 30 décembre. Il fut préparé, à la demande de la famille royale, par un cinéaste de la B.B.C., et les chaînes de télévision anglaises l'ont déjà présenté quatre fois sur le petit écran. Une manière de record en guise d'intoxication.

Ce film est donc destiné à mieux connaître ceux que l'on veut présenter comme des monstres sacrés, mais restés humains. Une manière comme une autre de populariser la royauté.

Mais l'impression que l'on en tire (bien sûr nous parlons en tant qu'étrangers) est des plus pénibles, et plus d'un téléspectateur a pu se demander ce que faisaient encore parmi nous ces descendants d'un autre monde. Car tout, dans la manière de vivre, de penser, de concevoir les rapports familiaux est hérité d'une tradition antédiluvienne. Tous les matins, à 9 heures tapantes, au clocher de Big Ben, la reine est réveillée par un vieil air joué par un cornemusier écossais, se promenant pour la circonstance dans Buckingham selon un rite plusieurs fois centenaire. Puis la vie se déroule, lettres, réceptions, dîner en famille où on se raconte de bonnes (!) vieilles histoires du temps passé.

Mais les multiples servitudes sont compensées par les joies de famille : nous avons droit aux traditionnelles photos de famille, le pique-nique, l'achat d'une glace pour « le petit » chez une confiseuse qui joue le jeu et n'appelle plus la reine « la reine » etc.

Et finalement, d'un certain point de vue, le film est un succès : vu de près, la vie de la famille royale n'a vraiment rien d'extraordinaire, elle est même mortellement banale. Rendons cet hommage au film. Il a bien su traduire cette atmosphère !

Mieux vaut en sourire... un peu

La démocratie...

Michel Debré en vedette

IL a fallu attendre dix jours, pendant lesquels, suppositions et critiques de la presse se multipliaient, avant de connaître enfin l'opinion du ministre de la Défense, Michel Debré, sur l'affaire des vedettes. Mais l'attente en valait la peine !

Le 3 janvier, Michel Debré expliqua à un journaliste de R.-T.-L. qu'il avait bien voulu recevoir dans son bureau décoré d'un portrait de Richelieu, et ce pour être, à tout instant, imprégné de sa mission au service de l'Etat, quelle était l'explication qui présidait à l'affaire des vedettes. Tout simplement parce que la France est une réelle démocratie. Les gens vont et viennent comme ils l'entendent. Les Arabes font ceci et les Israéliens font cela. Et de même qu'en 1965 les Arabes avaient enlevé Ben Barka, aujourd'hui, les Israéliens enlèvent des vedettes.

Voilà qui est clair ! La démocratie a de ces inconvénients dont on ne se serait pas douté ! Ceux qui sont condamnés pour les idées, les étrangers qui sont reconduits aux frontières, ceux qui sont obligés d'avouer des crimes qu'ils n'ont pas commis... auraient plutôt cru, au contraire, que la France souffrait d'un manque de démocratie. Et bien ils se trompent, ils ne connaissent pas assez la démocratie.

La vérité, c'est qu'il y a trop de démocratie pour certains, et pas assez pour d'autres. Et Michel Debré, à n'en pas douter, prend place dans la première catégorie, lui et ses semblables. Et c'est avec raison qu'il dénonce ceux qui, sur le territoire national ont toute liberté pour intriguer. Faisons-lui confiance, il est orfèvre en la matière. Ne chuchote-t-on pas qu'il aurait lui-même été mêlé, en janvier 1957 à l'affaire du Bazooka qui avait failli coûter la vie au général Salan, alors considéré comme trop « libéral ».

La justice...

Quand force reste à la loi

LE 9 octobre dernier, M. Fleury, commissaire de police, procédait à l'expulsion d'une couturière de 60 ans, après avoir forcé sa porte.

Et comme elle lui disait « je n'ai pas les moyens de payer mon loyer, où vais-je aller si l'on m'expulse ? », il lui répondit « à l'hospice de Nanterre ». On n'est pas plus délicat.

Sur quoi, la couturière révoltée, lui plongea une lame de ciseaux dans le ventre.

Jugée partiellement irresponsable par les psychiatres, elle a été condamnée à 2 mois de prison (couverts par la détention préventive) pour « violences à magistrat ».

Apparemment, la « morale » bourgeoise est sauve. La « Justice » est passée. La vieille couturière n'a pas pu garder son logement, et M. Fleury pourra continuer à exercer paisiblement son « noble et beau » métier.

Mais apparemment seulement. Car il y a eu, si l'on ose s'exprimer ainsi, un accroc.

Cette société repose d'abord sur la soumission des pauvres et des exploités de toute sorte. Et quand ceux-ci cessent de se laisser faire, la machine commence à se détraquer, même si la loi permet de les « punir » de leur insoumission.

Et nul doute, en tout cas, que les commissaires de police... et autres individus de même acabit, y regarderaient à deux fois s'ils s'exposaient à prendre de temps en temps une paire de ciseaux dans le ventre.

S'ils se défendent, attachez-les ! S'ils protestent, condamnez-les !

EN juillet 1968, la foule qui manifestait lors de la Convention démocrate fut brutalement chargée par la police. L'indignation soulevée par la brutalité policière fut telle que le gouvernement dut nommer une commission d'enquête. Commission qui, implicitement, condamna les « représentants de l'ordre » en concluant que les troubles trouvaient leur origine dans « l'indiscipline » de la police. Ceci n'empêcha pas le gouvernement de poursuivre... les organisateurs de la manifestation.

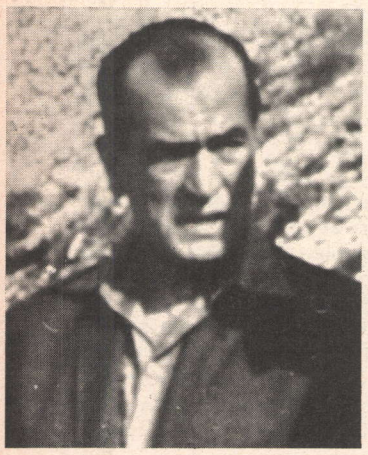
Depuis maintenant trois mois, le procès se déroule à Chicago. Si toutefois il est permis de qualifier de procès l'inénarrable comédie dont le principal rôle est tenu par le juge en personne. Qu'on en juge : un militant des Panthères Noires qui, par suite de l'absence de son avocat malade, voulait assurer lui-même sa défense, a été bâillonné en pleine audience, puis attaché à sa chaise avec des lanières de cuir. Et comme il tentait encore de protester, le juge l'a condamné à quatre années de prison pour « manque de respect envers le tribunal ». Cela est encore assez ordinaire. Mais il y a plus beau. Quatre avocats de la défense, dont les cheveux étaient trop longs au goût du juge, ont été purement et simplement écroués, sous prétexte qu'ils « n'avaient pas respecté le protocole de la Cour ».

« Au poil » la justice américaine !

Les truands...

Le procès Guérini : des truands bien policés

LE « clan » Guérini passe en jugement pour une sombre histoire de règlement de comptes, et ce procès jette un peu de lumière sur « le milieu » des gangsters et des truands où règnent des féodalités toutes puissantes.



« Mémé » Guérini. Photo U.P.I.

Et on s'aperçoit que ces gens-là, loin d'être au banc de la société, comme la morale usuelle l'exigerait, sont entourés de considérations, entretiennent des relations avec les « milieux » les plus officiels. On souligne qu'ils sont décorés pour avoir rendu quelques services à la résistance, alors que le clan rival, lui, soutenait les Allemands. On apprend qu'ils ont été des « agents électoraux » avant la guerre et qu'ils ont repris du service avec le R.P.F. après.

Que diable avaient-ils besoin de se mêler d'assassiner un voyou ? Leur trafic (cercles de jeux, prostitution) ne prospérait-il pas sur la côte, au vu et au su de tout le monde, « encadré », pourrait-on dire, par la police (les Guérini n'avaient-ils pas remonté leurs affaires après la guerre avec un ancien commissaire de police ?).

Tout ce monde-là trempe quotidiennement dans les mêmes trafics et y a les mêmes intérêts. La seule différence, c'est que les uns travaillent pour l'Etat et sont à la Sécurité sociale, les autres sont à leur compte.

D'ailleurs ne voit-on pas, chaque fois que l'occasion s'en présente (campagne électorale par exemple), ces messieurs les truands venir donner un coup de main à l'U.D.R. ?

Des polices parallèles aux trafics parallèles !

LE journal « Le Monde » du 24-12-69 nous apprend que la police vient d'enregistrer un nouveau succès dans sa lutte contre la drogue.

Mais il ne s'agit pas cette fois de l'arrestation de quelque jeune hippy chevelu promu gauchiste par la grande presse toujours prête à réserver une place en première page à ce genre d'affaire.

C'est en l'occurrence sur un ancien officier du contre-espionnage français que les policiers viennent de mettre la main. Cet ancien membre du S.D.E.C.E., d'ailleurs passé entre temps par l'école de l'O.A.S., s'était reconverti dans le trafic de stupéfiants.

C'est ainsi que cet individu a été inculpé d'infraction à la législation sur les stupéfiants et à la législation sur les armes. Voilà donc notre homme soumis aux rigueurs de la loi, lui qui, pendant des années passées au service de la bourgeoisie à patauger dans des affaires louches, avait pris l'habitude de se considérer et d'agir en marge de toute loi.

Pourtant, pour une fois qu'on avait un flic « blanc comme neige »...

...et les flics

Tentative d'intimidation contre les groupes révolutionnaires au lycée Voltaire (Paris)

LUNDI 5, le jour de la rentrée des vacances de Noël, 2 élèves du lycée Voltaire se voyaient interpellés par la police à la sortie du lycée, à 12 h 40. Le motif : la vente à la criée du journal « Rouge » qui avait eu lieu à la porte, de 12 h 15 à 12 h 30, et qui était donc terminée. Deux cars de police étaient mobilisés pour arrêter les deux « trublions », en fait, deux élèves discutant sur le trottoir devant le lycée, et désignés arbitrairement par un inspecteur en civil descendu d'un des cars.

Fouillés dans les cars, emmenés au commissariat, ils devaient alors y être interrogés par la police du quartier, puis par les Renseignements Généraux ; pour finir chacun se voyait notifier verbalement une amende de 150 F... pour vente illicite. Ils étaient relâchés à 16 h 30. Mais « ce n'en est pas fini avec les gauchistes », leur déclarait-on à la police avant leur libération, « demain nous irons en chercher 3 autres» : la police semble, en effet regorger de photos d'élèves du lycée, prises sans doute du car stationnant en quasi-permanence sur le trottoir d'en face.

Face à cette situation, les professeurs syndiqués au SNES (FEN) se sont réunis mercredi et ont alors unanimement décidé de protester contre cette tentative d'intimidation qui vise à étouffer les libertés politiques dans les lycées : à la prochaine intervention de ce type de la police devant la porte ou dans le lycée, la section SNES du lycée convoquera aussitôt une assemblée générale des professeurs, en interrompant les cours, pour opposer une riposte immédiate à l'escalade de l'intimidation policière.

Encore un coup des gauchistes !

(A propos de l'enlèvement de la petite Sophie Duguet et des billets de la rançon échangés la nuit de Noël.)

« On peut aussi se demander si l'opération présente n'est pas destinée à tourner en dérision les forces de l'ordre et à porter un coup au respect qui s'attache traditionnellement à la justice.

Le gang qui a enlevé Sophie et rançonné ses parents ne voulait il pas, comme l'a déclaré le grand-père de la petite, « s'en prendre à la bourgeoisie » ?

Ce n'est pas la seule énigme qui demeure sans réponse... et sans doute serait-elle résolue depuis longtemps si les forces de l'ordre disposaient d'effectifs suffisants, si elles n'étaient pas sans cesse accaparées par de multiples tâches auxquelles elles ne peuvent faire face, depuis l'inquiétant développement de la délinquance juvénile et de la criminalité, jusqu'au fléau de la drogue qui menace de plus en plus notre jeunesse, sans compter les innombrables servitudes administratives qui leur incombent. »

(*Le Parisien Libéré* du 29 décembre 1969.)

Ah ! que nos braves flics seraient efficaces s'ils n'avaient rien à faire !

Les défonceurs de l'ordre

MARDI 30, devant l'usine Krema-Hollywood à Montreuil, deux jeunes militantes maoïstes diffusant « la Cause du Peuple » sont arrêtées par les flics.

Ceux-ci, prévenus semble-t-il par la maîtrise de l'usine, s'étaient déplacés en force (2 cars pleins).

Ils embarquèrent également un jeune qui lisait « la Cause du Peuple » sur le trottoir d'en face.

Retenus 4 heures au commissariat, chacun eut droit à un procès-verbal.

Le lecteur de « la Cause du Peuple » put ainsi constater qu'en lisant un journal révolutionnaire, on tombait sous le chef d'accusation suivant : vente et diffusion en groupe sur la voie publique de tracts et imprimés.

Le lendemain, même scénario. Deux diffuseurs de la « Lutte Ouvrière » sont arrêtés après que des gens en blouse eurent tenté de leur arracher leurs journaux. Un des diffuseurs fut même poursuivi jusque dans les toilettes d'un café voisin.

Les flics jetèrent sans ménagement nos camarades dans le car et frappèrent au visage l'un d'entre eux.

Gardés 5 heures au commissariat, ils furent insultés et même menacés par un brigadier en ces termes : « ... Je suis un vicieux... La prochaine fois que vous me tombez entre les mains je vous défonce... »

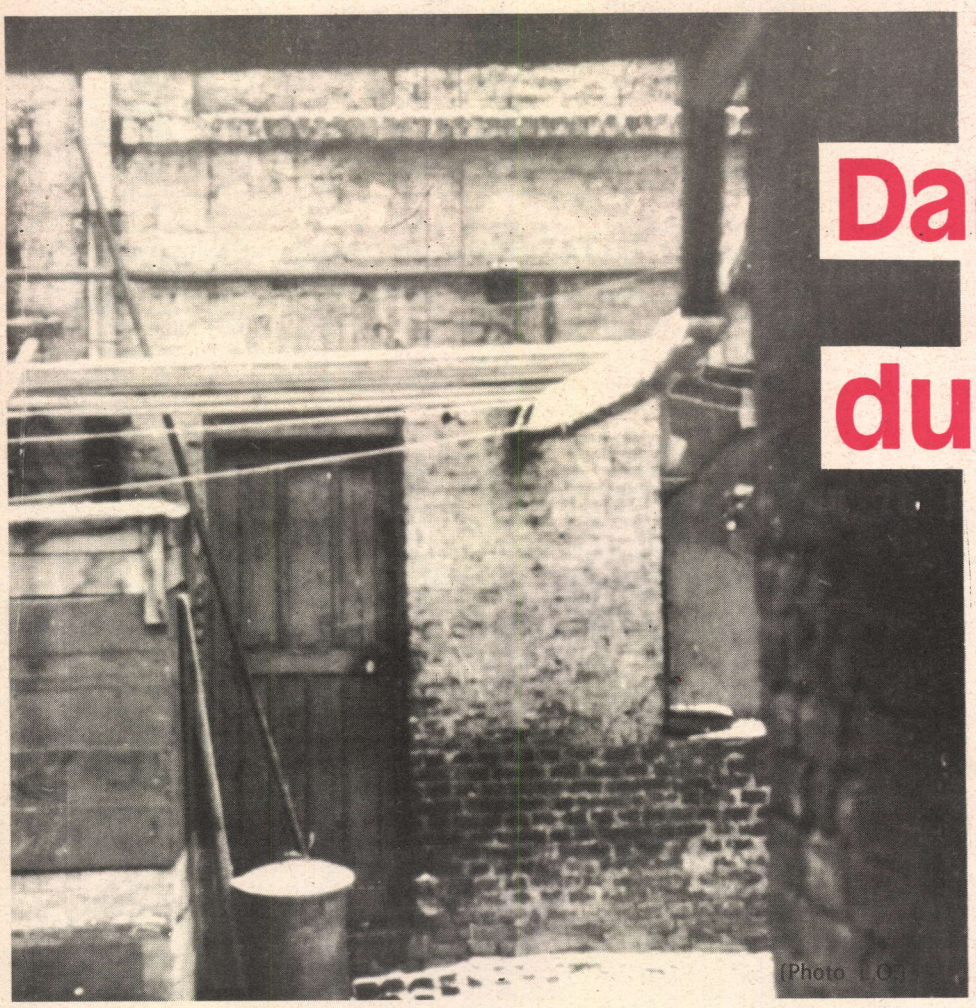
Grandeur et servitude du métier !

MAIS TOUS N'ONT PAS RÉVEILLONNÉ

Au cours de la nuit de la Saint-Sylvestre, les services de police ont eu beaucoup de travail. Voici une équipe prête à partir si un appel arrive

Photo et légende parues dans le Berry Républicain au lendemain des fêtes de fin d'année.

DES TAUDIS POUR LES TRAVAILLEURS



(Photo L.O.)

Dans les courées du Nord

CONSTRUITES au siècle dernier par le patronat du textile, désireux de fixer sa main-d'œuvre, les courées parsèment encore l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing.

Cachées par des rangées de «maisons bourgeoises», de l'extérieur, on ne soupçonne même pas leur existence. C'est par d'étroits couloirs, sombres et humides, que l'on y accède.

Ces habitations, très vieilles, ne possèdent aucun confort, si ce n'est l'électricité (et encore). On se chauffe généralement au charbon, quelquefois au butane. L'eau courante n'est pas entrée dans les mœurs. Les femmes vont la chercher à la pompe. Il n'y a pas d'écoulement ; les eaux sales sont vidées dans la cour.

Rue d'Aboukir, à Lille, nous pénétrons dans une cour très sombre car entourée de hauts murs. Il n'y a là que trois habitations. Dans l'une d'elle une femme repasse.

— Vous habitez ici depuis longtemps ?

— Depuis 15 ans... pour rentrer j'ai dû payer 500,00 F. alors que l'escalier, le plafond et le toit étaient écroulés... La lumière doit rester allumée toute la journée. Mais s'il n'y avait que ça ! Il y a une fenêtre qu'on ne peut pas ouvrir car elle donne sur la bouche d'aération des w.c. du café situé juste derrière.

— Est-ce que vous avez l'eau, le gaz et les w.c. ?

— Non, rien de tout ça.

— Est-ce que vous avez fait une demande pour un H.M.L. ?

— Non, les loyers sont trop élevés. Mon mari est maçon-fumiste et il gagne juste le S.M.I.G. et nous avons 4 enfants.

— Vous payez un loyer ?

— Oui 32 F. par mois pour 4 pièces dont 2 qu'on ne peut pas utiliser. Avant cette maison était un hangar à cageots...

Dans la cour Sainte-Marie à Lille, là aussi il fait très sombre. Le sol n'est que bosses et trous quand la terre est dure, boue quand il pleut. Un caniveau sépare 2 rangées de maisons. Les vitres sont cassées, les toits tombent en ruines. Au fond de la cour, des cabanes. Nous sommes reçus par un ouvrier d'environ 50 ans.

— Vous habitez ici depuis longtemps ?

— Depuis 1936. On a pu racheter la maison en 1955.

— Pour quel prix ?

— 450,00 F. parce que tout manque de s'écrouler. Ici c'est moi qui ai tout réparé. Je suis du métier. J'étais plombier-zingueur mais j'ai fait une chute et on m'a recyclé comme magasinier. En ce moment je suis à « l'assurance ».

— Il y a combien de pièces ici ?

— 3 pièces mais j'ai partagé la maison en deux pour que mon fils qui a 3 enfants puisse avoir un toit.

— Est-ce que vous avez l'eau, le gaz, l'électricité ?

— Oui, j'ai tout installé moi-même. Mais les voisins eux, n'ont pas tout ça. Les w.c. (3 pour 20 ménages) sont dans la cour ainsi que l'eau d'ailleurs. Et la cour, comme vous avez pu le voir, c'est de la terre. Quand on voit arriver quelqu'un on a l'impression qu'il a bu un coup de trop... Y a que des trous.

— Mais pourquoi votre fils n'essaye pas d'avoir un H.L.M. ?

— Les loyers sont trop chers. Il faut donner de 200 à 300 F. par mois. Vous rendez-vous compte ! Quand on gagne 520 F par mois c'est pas possible.

La cour Malfait à Lille est assombrie par les murs d'une usine distante d'une dizaine de mètres des habitations. Devant les maisons passe une rigole chargée de tous les détritus ménagers et humains. Une mère de 6 enfants nous reçoit.

— Vous avez combien de pièces pour loger tout ce petit monde ?

— Deux, les enfants dorment en haut et nous en bas.

— Il y a combien de temps que vous vivez là ?

— 4 ans, avant on habitait à l'étage d'un magasin. On a été expulsé et on a trouvé que ça.

— Combien payez-vous de loyer ?

— Mais on ne paie rien. Tout s'écroule. Le propriétaire ne s'occupe même plus des maisons. Il n'y a pas d'eau, pas d'électricité, pas de gaz, pas de w.c. Nous avons fait une demande pour un H.L.M. mais chaque fois on nous a répondu qu'il y avait pire que nous. Alors ! Que voulez-vous...

A Roubaix, près du centre de la ville, nous avons pris un couloir sombre, froid, humide. Arrivés dans la courée, un vieil algérien qui ne parle que quelques mots de français nous envoie voir de jeunes enfants. L'un d'eux servira d'interprète entre sa mère et nous.

Dans la maison pas de meuble. Seulement des nattes à même le sol. Il y règne le luxe des pauvres : la propreté.

— Vous êtes combien dans le bâtiment ?

— Attends (le gosse compte) on est trente quatre.

— 34 ! mais il y a combien d'étages ?

— 3, tous pareils, comme « nous ».

« Nous », ça fait une petite pièce où il n'y a ni gaz, ni électricité, ni w.c.

— Tu vis ici depuis combien de temps ?

— Attends, je vais demander à ma mère... depuis 6 ou 7 ans... Ma mère elle a dû payer 3 mois de loyer pour habiter ici.

— Et un mois de loyer ça fait combien?

— 120 F.

— Ta mère ça lui plairait d'habiter dans un H.L.M. ?

— Elle sait pas. Elle n'a jamais habité là-dedans. Tu sais ce qu'elle aimerait le mieux, c'est de rentrer dans mon pays. Moi aussi je voudrais...

A Roubaix un tiers de la population vit encore dans 1.133 courées. Et si à Tourcoing et à Lille la situation est moins cruciale, nombre d'ouvriers, surtout des travailleurs immigrés continuent néanmoins à loger dans ces maisons qui furent plus ou moins habitables il y a... un siècle.

Correspondant L.O.

A ROUEN

Moins de H.L.M.

A Rouen, comme partout, le problème du logement est un des principaux qui se posent aux travailleurs. Les récents projets de la municipalité (dont le maire est Jean Lecanuet, P.D.M. bien connu), ne sont pas faits pour arranger les choses.

Tout d'abord le programme de H.L.M. sera réduit de moitié. Seuls 400 logements seront construits sur les 800 prévus et en 1970 l'Office de H.L.M. ne livrera que 185 logements alors que plus de 3.500 demandes sont insatisfaites.

Par ailleurs la ville construit dans le quartier de la Grande-Mare une série de logements dont le confort est de loin supérieur aux H.L.M. ordinaires. Grâce à une construction de type industriel le coût de cette série est inférieur à ceux pratiqués ordinairement. Il n'empêche que le loyer lui, est supérieur de 50 à 100 F mensuels selon le type d'appartement !

La municipalité aurait paraît-il un programme de rénovation pour les quartiers insalubres. Le premier concerne le quartier de la Croix de Pierre. C'est un des plus vieux et des plus insalubres de Rouen. Régulièrement des plafonds s'effondrent, les rats et autres vermines y pullulent. Les propriétaires n'y font pratiquement aucune réfection, empocher les loyers est leur seule activité. Ainsi à une locataire qui se plaignait des infiltrations du toit qui abîmaient son couvre-lit, un de ces individus répondit : « De quoi vous plaignez-vous, c'est la partie contre le mur qui est abîmée, on ne la voit pas » !

Une partie de ce quartier doit être abattue prochainement ; en fait de projet la municipalité n'a pas du tout prévu le relogement des habitants sinon à des loyers inaccessibles à leurs bourses.

Comme la municipalité ne peut tout rénover elle est contrainte à choisir, et, à défaut de logements de plus pour les travailleurs, Rouen aura bientôt un nouveau quartier administratif. Plusieurs millions de francs actuels seront investis dans cette opération dont les seuls bénéficiaires seront les promoteurs et les grandes sociétés industrielles et commerciales de Rouen.

Enfin pour calmer le mécontentement de la population, la municipalité (tout en installant petit à petit le stationnement payant sur les places publiques), fait un petit quelque chose pour rendre la vie plus gaie... le blanchiment des monuments publics continuera en 70 !

Correspondant L.O.

Dans le Nord, des maisons sans eau, sans gaz, sans w.-c. Photo L.O.

Responsable de la publication : M. Rodinson.

Composition : GRAPHIQUES-GAMBON - Tirage : ROTO-TECHNIC.